



Bombardier veut vendre des jets aux milliardaires algériens

TOUT NE S'EST PAS JOUÉ AU SOL LORS DE LA RÉCENTE CHAOTIQUE FOIRE INTERNATIONALE D'ALGER. BOMBARDIER A EMMENÉ DANS LES AIRS, POUR UN TEST, JOURNALISTES ET HOMMES D'AFFAIRES. Objectif, goûter aux commodités du jet d'affaires. Un marché vierge en Algérie. Pas pour longtemps. Le canadien Bombardier, troisième constructeur mondial d'avions commerciaux et numéro un des jets d'affaires, ne veut pas s'arrêter à un premier succès en Algérie où il a vendu à Tassili Airlines huit avions moyens porteurs à hélices Q400 et Q200. Il a l'ambition de se placer sur le marché encore officiellement vierge des jets d'affaires. « L'Algérie est un pays où les hommes d'affaires vont arriver à acquérir leur jet privé, c'est déjà le cas dans de nombreux pays africains où nous avons vendu plus de 60 avions ces dernières années », affirme Robert Habjanic, son directeur des ventes pour l'Afrique « depuis dix ans déjà ».

Lire en page 5

PÉTROLE

120 \$ d'aujourd'hui pour atteindre le prix des "années 80"

L'ère du pétrole peu cher et abondant est bel et bien finie. Durant l'année 2007, plus rien ne semblait pouvoir contenir la hausse des prix du pétrole. Le baril avait connu alors diverses fluctuations, atteignant 62 dollars début mai, avant de franchir les 90 dollars au second semestre 2007. La rencontre des principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole, la semaine dernière à Djeddah, en Arabie Saoudite n'a en rien changé la donne.

Le seuil symbolique des 100 dollars le baril est dépassé sur le Nymex à New York en janvier 2008. En un an, l'augmentation du baril de pétrole brut a été de 74 %. Actuellement, les prix frôlent les 150 dollars le baril.

Lire pages 2 à 4

LE CHIFFRE



Le montant des investissements émiratis en Algérie entre 2006 et 2010 dépassera 50 milliards de dollars. C'est le ministre émirati de l'Economie, Soltan El-Mansouri, qui en a fait l'annonce la semaine dernière en marge de la 6e session de la commission mixte algéro-émiratite. Ces projets d'investissement concernent notamment les secteurs de l'industrie, les services, l'agriculture et l'énergie.

Lire page 15

FRANCISCO JAVIER DE LA RIVA GARRIGA Président de Fertiberia

«L'ALGÉRIE EST UNE DESTINATION PRIVILÉGIÉE»

FRANCISCO JAVIER DE LA RIVA GARRIGA EST LICENCIÉ EN DROIT, DIPLOMÉ EN BUSINESS ADMINISTRATION, inspecteur des finances de l'Etat et honoré de l'Ordre du mérite civil comme membre de l'équipe des négociateurs pour l'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne. Il a occupé entre 1976 et 1984 différents postes au ministère des Finances et au ministère des Affaires étrangères espagnol. Il est président de la compagnie de génie «INCRO», président de l'Association nationale des Fabricants d'Engrais (ANFFE), membre du Conseil d'Administration de «Arcelor-Mittal» -Espagne, président de Fertiberia, S.A., président de la compagnie algérienne Fertil et membre du Conseil d'Administration de Grupo Villar Mir.

Lire page 6

CHRONIQUE FINANCIÈRE

FAUT-IL RÉFORMER LES AGENCES DE NOTATION ?

LA CRISE DU CRÉDIT N'A PAS ENCORE FINI DE FAIRE DE NOUVELLES VICTIMES, MAINTENANT, c'est au tour des agences de notation d'en faire un peu les frais puisqu'elles sont dans le collimateur du gendarme américain de la bourse, la Securities and Exchange Commission (SEC), et de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières (OICV) qui vient de tenir son 33e congrès à Paris. Elles auraient leur part de responsabilité dans la crise actuelle parce que, estime-t-on, elles ont trop bien noté les opérations financières adossées sur les crédits hypothécaires conduisant une sous-évaluation du risque encouru par les investisseurs.

Lire page 2

El Watan Economie primé

El Watan Economie a été primé à la fin de la semaine dernière par la Confédération des cadres de la finance et de la comptabilité (CCFC) qui fêtait son dixième anniversaire. Clôturant donc l'université d'été de la CCFC, une cérémonie de remise des diplômes d'honneur professionnels du « Feu Docteur Ahmed Francis » a été organisée à l'Ecole de formation de Sonelgaz.

Lors de cette même cérémonie, El Watan Economie a été primé pour ses efforts et son engagement à promouvoir l'information économique. La CCFC a décerné également le même diplôme à deux autres titres de la presse nationale, en l'occurrence Le Financier et Transaction d'Algérie. En outre, La vie Economique (journal marocain), Le Temps (Tunisie), Aoya (Libye) et L'Authentique mauritanien ont été également récompensés, donnant ainsi à la cérémonie la dimension maghrébine voulue.

D'autres diplômes ont été aussi attribués à des professionnels du monde de la finance et de la comptabilité ainsi que des experts internationaux.

Les cours pétroliers face à la baisse du dollar

120 \$ d'aujourd'hui pour atteindre le prix des «années 80»

L'ère du pétrole peu cher et abondant est bel et bien finie. Durant l'année 2007, plus rien ne semblait pouvoir contenir la hausse des prix du pétrole. Le baril avait connu alors diverses fluctuations, atteignant 62 dollars début mai, avant de franchir les 90 dollars au second semestre 2007. La rencontre des principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole, la semaine dernière à Djeddah, en Arabie Saoudite n'a en rien changé la donne.

Par
Lyès Malki

Le seuil symbolique des 100 dollars le baril est dépassé sur le Nymex à New York en janvier 2008. En un an, l'augmentation du baril de pétrole brut a été de 74 %. Actuellement, les prix frôlent les 150 dollars le baril. Juste après la réunion des producteurs et consommateurs de pétrole dimanche dernier, les cours ont ouvert la semaine en hausse sur les principaux marchés pétroliers, déçus par les résultats de la rencontre. «Le manque de prise de décisions immédiate pour lutter contre la hausse des prix de l'or noir a dû décevoir nombre d'acteurs du marché et devrait continuer à faire grimper les cours», commentaient des analystes pétroliers. Cependant, Nicolas Sarkis, président du Centre arabe d'études pétrolières, fait remarquer qu'en termes de valeur réelle et de pouvoir d'achat, et compte tenu de l'inflation et des variations des parités monétaires, il faudrait passer à plus de 120 dollars d'aujourd'hui pour retrouver le record historique en valeur réelle atteint au



PHOTO : D. R.

début des années 80. Le prix du pétrole, très lié aussi à la situation du taux de change du dollar qui a connu ces derniers temps des baisses records, «ne va pas baisser» et l'Opep «a déjà fait ce qu'elle peut», a déclaré mardi dernier, Chakib Khelil au nom de l'Opep. A la faveur de la forte expansion des pays émergents, mais aussi en réaction aux divers problèmes géopolitiques, l'ère du pétrole cher est désormais une réalité à laquelle beaucoup de pays doivent faire face. Le directeur général de Total, Christophe de Margerie, a affirmé, il y a quelque temps, qu'il fallait «s'attendre à des prix élevés pendant

longtemps». «Quand vous avez une demande qui est forte et une incapacité d'augmenter les productions, je ne vois pas comment les prix pourraient descendre rapidement et fortement». «Il y a bien assez de réserves mais pas assez de capacités de production pour faire face à la demande», a-t-il ajouté.

LA SPÉCULATION : 71% DES ÉCHANGES SUR LE MARCHÉ

Autre facteur de la hausse des cours, les échanges spéculatifs. Les spéculateurs représentent, en effet, environ 71% des échanges sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), contre 37% en 2000, selon une enquête réalisée par des parlementaires américains dont les résultats ont été publiés par le Wall Street Journal. Les éléments de cette enquête ont été fournis à la commission parlementaire américaine sur l'énergie et le commerce par l'agence de régulation des matières premières (CFTC), selon le quotidien. Le Nymex est le lieu d'échange et de cotation du WTI (West Texas intermediate) ou «light sweet crude», mélange de pétroles américains acheminés par oléoducs jusqu'à Cushing, dans l'Oklahoma. Selon l'enquête, seuls 29% des échanges sont réalisés à des fins de couverture par les utilisateurs de brut. Les échanges spéculatifs sont considérés comme l'un des moteurs de la hausse des cours du pétrole.

Le communiqué officiel publié à l'issue de la conférence de Djeddah n'a pas employé le terme de spéculation mais a indiqué que «la transparence et la régulation financières des marchés doivent être améliorées», notamment «pour examiner les interactions entre les marchés du pétrole».

L. M.

LA

CHRONIQUE
FINANCIÈRE

de Dib Saïd

Faut-il réformer les agences de notation ?

La crise du crédit n'a pas encore fini de faire de nouvelles victimes. Maintenant, c'est au tour des agences de notation d'en faire un peu les frais puisqu'elles sont dans le collimateur du gendarme américain de la bourse, la Securities and Exchange Commission (SEC), et de l'Organisation internationale des commissions de valeurs mobilières (OICV) qui vient de tenir son 33e congrès à Paris.

Elles auraient leur part de responsabilité dans la crise actuelle parce que, estime-t-on, elles ont trop bien noté les opérations financières adossées sur les crédits hypothécaires conduisant une sous-évaluation du risque encouru par les investisseurs. Elles sont ainsi au cœur d'un certain nombre de questionnements se rapportant à leur indépendance en matière d'appréciation alors qu'elles sont très souvent rémunérées par ceux qu'elles notent, et aux difficultés à évaluer correctement certaines opérations financières de plus en plus complexes. Concrètement, la SEC voudrait instaurer l'interdiction aux agences de jouer un rôle de conseil sur des produits qu'elles pourraient noter et plus de transparence et de publicité sur les méthodes appliquées dans les notations. Elle envisage également de créer une échelle de notation différente pour les produits de financement structurés, particulièrement dangereux. Cette crise est donc, au-delà des pertes qu'elle a fait subir aux plus gran-

des banques des pays développés, considérée aussi comme une crise de l'évaluation, de la solvabilité des emprunteurs, et plus généralement du risque financier. Plusieurs griefs sont formulés à l'encontre des notateurs dont le manque de transparence dans le processus d'élaboration de la note et la modification de leur rôle qui est passé d'une évaluation retrospective (en notant les sociétés) à une évaluation préalable (en notant le produit).

Qui plus est, le financement de l'évaluateur, c'est-à-dire de l'agence de rating, par l'évalué induit nécessairement un conflit d'intérêt. Ceci n'est pas nouveau mais la crise actuelle a remis au goût du jour cette contradiction qui n'en est pas une, en vérité, mais il faut confondre les boucs émissaires sur du palpable. La chute d'Enron a bien entraîné celle du cabinet Arthur Andersen, l'une des plus importantes multinationales dans le secteur de l'audit et du conseil où elle occupait la 5ème place. Andersen était atteint dans ce qu'il avait de plus précieux, sa réputation de rigueur, base de sa célébrité et de son expansion internationale. C'est ce manque de rigueur que les autorités boursières reprochent aujourd'hui aux agences de rating qui ont, semble-t-il, distribué des notes de crédits exagérés, le résultat s'est traduit pour les investisseurs par la perte de centaines de milliards de dollars d'anciens titres AAA adossés aux créances hypothécaires qui ont plongé dans les abysses des titres spéculatifs. La réputation de la grande agence de notation Moody's et le prix de ses actions ont suivi le même chemine-

ment. Cette descente s'est accentuée quand Moody's a fait connaître qu'un «problème informatique» aurait pu être à l'origine de la distribution par la société de notations AAA pour l'équivalent de quatre milliards de dollars de titres, alors qu'ils méritaient une notation bien plus basse.

Les agences de notation sont des sociétés indépendantes qui apprécient le risque de solvabilité financière d'une entreprise, d'un Etat, d'une collectivité locale (communes, départements) ou d'une opération financière. Avec la globalisation financière, elles sont devenues incontournables. L'activité principale des agences de notation consiste à émettre périodiquement des avis sur la qualité des crédits - la capacité à honorer les obligations financières - d'un émetteur ou d'un produit financier particulier. Ces notations de crédit, qui se fondent sur les flux de revenus, la structure des bilans et les performances financières de l'entité notée, classent les émetteurs selon des catégories qui correspondent à des degrés plus importants (risque élevé, «catégorie spéculative») ou moins importants (risque faible, «catégorie investissement») de risque de défaillance. Plusieurs agences de notation ne se limitent pas à ce genre d'activité, mais proposent aussi aux émetteurs d'autres services financiers, comme par exemple les conseils en investissement. Chaque agence possède son système de notation. Schématiquement, les notes s'établissent de A à D avec des échelons intermédiaires. Les notes peuvent être ainsi accompagnées d'un «+» ou «-» ou encore

d'un «1» ou «2». De manière générale, plus la note est élevée, plus le risque est faible. Les notes AAA correspondent à une bonne solvabilité, les notes BBB définissent une solvabilité moyenne, les CCC indiquent un risque très important de non remboursement. Enfin, la note «D» traduit une situation de faillite de l'emprunteur.

La transparence et l'indépendance dans la production de l'information constituent un enjeu crucial pour les marchés financiers, d'où l'utilité des agences de rating. Après les analystes financiers, les auditeurs et les conseils comptables, c'est maintenant le rôle des agences de notation qui est ciblé. Cependant, il ne faut pas en faire un «bouc émissaire». Les banques ont elles-mêmes un rôle important à jouer dans l'appréciation des risques des emprunteurs auxquels elles consentent des crédits.

La question se pose aujourd'hui avec d'autant plus d'acuité que les agences se sont vu conférer un rôle de quasi-régulateur avec l'accord de Bâle II, puisque tout sera basé sur la notation de l'emprunteur et les emprunteurs sur le marché du crédit sont quantitativement plus nombreux et qualitativement encore plus complexes à noter. Il reste qu'une nouvelle bataille se dessine entre les USA et la vieille Europe sur l'hégémonie des deux plus grandes agences de notation que sont Standards & Poor's et Moody's. L'Européen Fitch est loin derrière.

La chancelière allemande Angela Merkel a bien situé les enjeux de cette querelle dans une interview au Financial Times.

D. S.

Rencontre des producteurs et consommateurs de pétrole à Djeddah

Le miracle d'une baisse des prix n'a pas eu lieu

La rencontre des principaux pays producteurs et consommateurs de pétrole, la semaine dernière à Djeddah, en Arabie saoudite, n'a finalement réussi qu'à faire adopter des mesures techniques pour tenter de stabiliser le marché pétrolier.

Par
Lyès Malki

A lors que l'on s'attendait à une nouvelle annonce de hausse de production, après celle faite par l'Arabie Saoudite le 19 juin dernier, la déclaration, rendue publique à l'issue de cette réunion, a simplement appelé à «une meilleure transparence, une plus grande régulation des marchés financiers et un accroissement des capacités de production et de raffinage pour un fonctionnement efficace du marché pétrolier». «L'existence de capacités supplémentaires dans la chaîne de production est importante pour la stabilité du marché pétrolier mondial», précise la déclaration. «En conséquence, une augmentation appropriée des investissements, tant en amont qu'en aval, est nécessaire pour s'assurer que les marchés soient approvisionnés à temps et de façon adéquate», indique-t-on encore. A l'origine de cette rencontre, une initiative de l'Arabie Saoudite qui voulait réunir les pays consommateurs et producteurs de pétrole pour débattre de la situation qui prévaut sur le marché mondial et, éventuellement, trouver une solution à «l'impact du pétrole cher sur l'économie mondiale et, à terme, sur la demande pétrolière». Selon des observateurs de la scène internationale, l'initiative de Riyad avait pour objectif de prouver aux pays consommateurs que le royaume, et plus généralement l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) ne sont pas responsables du doublement des prix du pétrole en un an.

ACCUSATIONS MUTUELLES

Les pays consommateurs, au premier rang desquels les Etats-Unis, considèrent, en effet, que le principal problème dans les cours du pétrole et les fluctuations qu'ils présentent réside dans l'insuffisance de l'offre. Les pays producteurs estiment, quant à eux, que l'offre est suffisante pour répondre à la demande et que la hausse actuelle des prix résulte de la spéculation, de la faiblesse du dollar et de l'instabilité géopolitique dans certaines régions du globe.

Tout en écartant toute forme de pénurie, le ministre saoudien du Pétrole, Ali Al-Nouaïmi, a estimé que l'accroissement de l'offre mondiale de brut avait été supérieur à l'augmentation de la demande mondiale entre le deuxième trimestre de 2007 et le deuxième trimestre de 2008. Malgré cela, en gage de bonne volonté, Riyad avait annoncé il y a deux semaines, une hausse de 200 000 barils de sa production quotidienne, qu'elle avait déjà augmentée de 300 000 barils en mai dernier. Cependant, pour Chakib Khelil, président en exercice de l'Opep, la solution au problème de l'envolée des prix du pétrole, décriée par les consommateurs, ne réside pas dans l'augmentation de la production, en ce sens que «le niveau



PHOTO : B. SOUHLI

Pour Chakib Khelil, président en exercice de l'Opep, la solution au problème de l'envolée des prix du pétrole ne réside pas dans l'augmentation de la production

atteint par les prix du pétrole ne dépendait pas des fondamentaux du marché, l'offre étant suffisante pour couvrir la demande mondiale». Selon lui, la demande maintenue à des niveaux considérables sur le brut fait en sorte que «l'éventualité d'une baisse des prix à long terme est exclue du moins pour les 20 prochaines années». Le ministre qatari de l'Energie, Abdallah Al-Attiyah, a abondé dans le même sens en affirmant qu'il n'y avait «aucune pénurie de l'offre». «La question est de savoir si le monde est confronté à une crise de l'offre et la répon-

se est non», a-t-il déclaré. La veille de la rencontre, le prince Abdelaziz ben Salman, vice-ministre saoudien du Pétrole, avait déjà averti que la conférence de Djeddah ne livrerait pas de recette miracle, dans la mesure où il n'y a pas de «solution immédiate». Il avait appelé, à ce propos, à la recherche de «solutions à long terme».

DISSENSIONS

Très proche de Riyad et des Etats-Unis, le Koweït a, pour sa part, indiqué par la voix de son ministre du Pétrole, Mohammed Al-Olaim, qu'il «n'hésiterait pas à augmenter sa production si le marché l'exigeait». «Pourquoi y aurait-il un problème d'offre alors que la demande diminue», lui répond Chakib Khelil, tout en s'interrogeant sur l'utilité d'augmenter l'offre «si on ne peut pas la raffiner». Selon le président de l'Opep, les causes de l'envolée des cours sont de trois ordres. Il a cité la crise économique et financière aux Etats-Unis, les tensions géopolitiques, notamment la crise entre les Etats-Unis et l'Iran, et la montée en puissance du bio-éthanol, qui pousse les raffineurs à s'écarter des carburants comme le diesel, très demandé par des pays comme la Chine, pour privilégier le type d'essence nécessaire à l'élaboration des carburants verts. «La menace selon laquelle il y aurait un épuisement de la ressource (pétrolière) dure depuis 20 ans (...) ce n'est pas un argument», a-t-il lancé, répétant que la production actuelle suffisait aux besoins du marché. Un responsable saoudien s'exprimant sous le couvert de l'anonymat a, pour sa part, estimé que les capacités supplémentaires de production des 13 membres de l'Opep représentaient actuellement environ 3 millions de b/j, dont 2 millions pour la seule Arabie Saoudite. Il n'a toutefois pas donné de précision sur l'intention ou non de Riyad de les utiliser prochainement.

L.M.s

ÉVOLUTION DES COURS PÉTROLIERS

Quelle influence pour l'OPEP?

Les décisions de l'OPEP ont une importante influence sur le cours mondial du pétrole. Durant la crise pétrolière de 1973, lors de la Guerre du Kippour, l'embargo de l'OPEP envers les pays occidentaux qui soutiennent Israël a provoqué une multiplication par quatre du cours pendant cinq mois. En instaurant un système de quotas de production, les pays producteurs membres de l'Organisation ont pour objectif de réguler la production et le prix du pétrole grâce à un effort coordonné de tous les membres. La vraie force de l'OPEP s'est plutôt révélée au début des années 1980, lorsque le prix est resté élevé alors que la demande diminuait ou stagnait en raison de la crise économique mondiale, et que l'offre augmentait sensiblement avec la

mise en exploitation massive des réserves hors OPEP (en mer du Nord, en Amérique du Nord, en Afrique, etc.). Durant toute cette période, l'OPEP a agi comme le frein à la baisse des cours : elle n'empêcha pas la retombée des prix, mais la retarda considérablement grâce à l'introduction de quotas de production. Il faut savoir cependant que l'OPEP ne fixe pas le prix auquel se vend son pétrole : ce sont les marchés de cotation (à Londres ou à New York) qui s'en chargent. Le seul moyen de pression sur le prix dont dispose l'Organisation est d'ajuster sa production pour peser sur l'équilibre entre l'offre et la demande. Actuellement, les pays membres de l'Opep possèdent 78,4% des réserves estimées de pétrole et fournissent 43% de la production

mondiale de pétrole brut. L'OPEP, durant les deux dernières années, s'est montrée coopérative pour maintenir un certain équilibre entre l'offre et la demande sur le brut. Mais elle a parallèlement introduit l'idée qu'elle exigerait désormais des cours beaucoup plus élevés afin de compenser en termes de recettes la forte dépréciation du dollar depuis deux ans. Elle s'est aussi engagée à accroître fortement ses investissements dans la production et dans le raffinage pour faire face à l'envolée de la demande attendue au cours des prochaines décennies, tout en réclamant aussi de lourds investissements du côté des pays consommateurs.

L. M.

Le marché pétrolier mondial par les chiffres

Par Lyès Malki

Production : Le pic prévu pour 2020

Depuis 2004, les plus gros producteurs mondiaux de pétrole ont été la Russie et l'Arabie Saoudite, suivis par les Etats-Unis. Entre 2005 et 2006, les spécialistes ont constaté une diminution dans le nombre de barils produits par jour en Arabie Saoudite, alors que la production augmentait aux Emirats Arabes Unis, en Russie et en Asie (en particulier pour la Chine et l'Inde). Elle a également augmenté en Afrique en passant de 3,68 millions de barils par jour en 2005 à 3,94 millions en 2007 en raison de la production angolaise en croissance. Globalement, dans le monde, 85,55 M/bj ont été produits en 2007, contre 85,43 M/bj en 2006 (soit 0.9% de plus). Pour les pays membres de l'Opep, la production pétrolière a été de 35,44 M/bj en 2007 contre 34,35 M/bj en 2006. La production de pétrole dans les pays hors Opep, dont ceux appartenant à l'OCDE, a été de 30,27 M/bj en 2007, contre 31,11 M/bj en 2006. D'après la compagnie pétrolière Total, le pic (ou maximum) de la production mondiale de pétrole interviendra dans la décennie 2020. Mais selon l'ASPO (Association for the study of peak oil), il serait imminent. Ce qui est sûr, c'est qu'une fois le déclin de la production entamé, la consommation continuera elle à augmen-

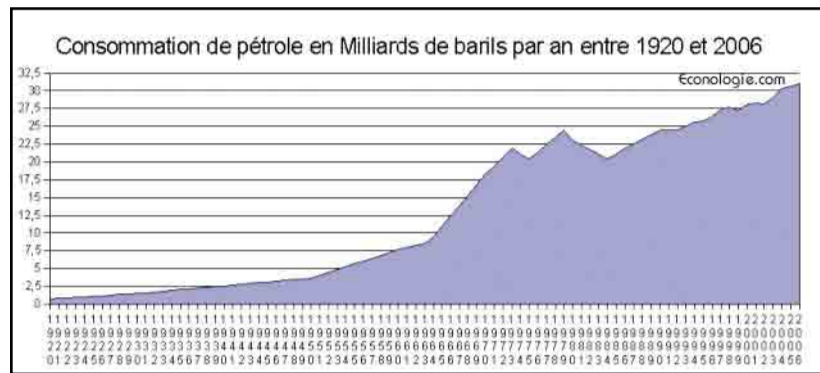
ter, ce qui conduira à des tensions permanentes sur le marché du pétrole.

Consommation : Une courbe toujours ascendante

En dépit d'un prix du baril qui ne cesse d'augmenter, la consommation mondiale

tous les pays du monde, notamment américaines. Dès 2004, certains pays, l'Arabie Saoudite notamment, ne voient pas d'un bon œil le retour de l'Irak sur le marché pétrolier mondial, car ils seraient contraints à réduire leur propre production pour ne pas faire chuter les prix du pétrole. L'Irak, qui cherche à augmenter sa production de pétrole, a annoncé la semaine dernière l'attribution prochaine de contrats à 41 compagnies pétrolières étrangères. Ces contrats vont notamment

Jihad, ajoutant qu'un appel d'offres serait organisé après l'adoption par le Parlement de la loi sur l'exploitation à long terme des gisements irakiens. Les 41 entreprises retenues extrairont du brut dans le sud et le nord du pays, là où le forage est déjà fait et donc avec des investissements minimums. Parallèlement, le gouvernement irakien va faire appel à cinq majors occidentales pour des contrats d'assistance technique afin d'augmenter sa capacité de production de 500.000 barils/jour.



de pétrole suit toujours une courbe ascendante. La consommation mondiale reste ainsi en forte croissance. Elle a augmenté de 11 % entre 1970 et 2000, et l'on estime qu'elle va encore augmenter de 30 à 40% d'ici 2030. C'est le résultat de la combinaison de plusieurs facteurs dont une démographie galopante, l'émergence de nouveaux pays industrialisés, l'expansion du secteur des transports, le manque d'alternatives comparables au pétrole... La demande mondiale de pétrole pour 2007 est estimée par l'AIE (Agence internationale de l'énergie) à 85,8 Mb/j. Pour 2008, on s'attend à une augmentation de 2,3% par rapport à 2007. Néanmoins les prévisions pour 2008 sont incertaines à cause de la conjoncture économique mondiale (récession due entre autres à la crise des subprimes). La demande est aujourd'hui structurellement très proche de l'offre, voire légèrement supérieure. Les États-Unis à eux seuls représentent toujours 25% de la consommation mondiale de pétrole. Mais l'Asie représente la part la plus importante (70% de l'augmentation de la consommation (la Chine à elle seule représente la moitié de l'augmentation de la consommation asiatique)).

permettre aux géants mondiaux du pétrole de faire leur retour en Irak. «Nous avons choisi 35 compagnies de niveau international, selon leurs finances et leur expérience et nous leur avons donné la permission d'extraire du pétrole», a déclaré Assim Jihad, porte-parole du ministère du Pétrole. Six autres compagnies nationales étrangères de Turquie, Vietnam, Pakistan, Thaïlande, Angola et Algérie, ont également été retenues. Ces contrats à court terme doivent être signés le 30 juin. Le ministère du Pétrole n'a pas précisé leur durée. Les entreprises choisies «seront les premières à avoir le droit de développer les gisements», a précisé M.

Réserves mondiales: Le Moyen-Orient, une zone stratégique

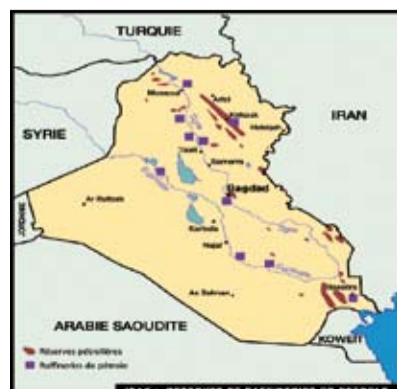
Les pays du Moyen-Orient, membres de l'Opep, concentrent les 2/3 des réserves mondiales de pétrole. Avec une mention spéciale à l'Arabie Saoudite qui possède presque un quart de ces réserves. L'Opep dispose de 81 % des réserves mondiales, alors qu'elle ne produit actuellement que 43 % du pétrole consommé dans le monde. Cela se traduit aussi par un nombre d'années de réserves très important, approchant ou dépassant souvent la centaine d'années. Le Moyen-Orient, déjà zone stratégique pour la production de pétrole, va le devenir de plus en plus avec les années, estiment les experts. Cependant, même si les chiffres sur les réserves paraissent très sûrs, les spécialistes pensent qu'il faut les considérer avec précaution, parce qu'ils peuvent évoluer rapidement d'une année à une autre et qu'ils sont entachés d'incertitude. Les chiffres de réserves sont variables et incertains pour des raisons à la fois techniques, économiques et politiques.

réserves de pétrole par pays au 1er janvier 2006

Pays	Réserves (milliards de barils)	Années de réserves
Etats-Unis	21,8	8
Mexique	12,9	9
Canada	12	11
Venezuela	79,7	77
Brésil	11,2	15
Equateur	4,6	24
Norvège	7,7	7
Royaume-Uni	4	6
Russie	60	17
Kazakhstan	9	18
Azerbaïdjan	7	44
Arabie Saoudite	266,8	66
Iran	132,5	86
Irak	155	166
Koweït	104	107
Emirats Arabes Unis	97,5	95
Qatar	15,2	38
Oman	5,5	19
Yémen	4	27
Libye	39	62
Nigeria	36	38
Algérie	11,4	15
Angola	5,4	12
Chine	18,3	14
Inde	5,8	20
Indonésie	4,3	10

Irak : Un acteur principal entre en scène

L'Irak possède les deuxièmes réserves pétrolières prouvées au monde (114 milliards de barils, soit 11 % des réserves mondiales), mais les guerres et l'embargo n'ont pas permis de les mettre en valeur. Début 2004, la production de brut irakienne avoisinait les 3 millions de barils/jour. L'activité d'exploration a cessé depuis de nombreuses années, et selon Thamer Ghadban, conseiller du ministre du Pétrole, l'ouest de l'Irak reste encore inexploré, bien qu'un réel potentiel existe. C'est pourquoi l'Irak intéresse depuis longtemps les compagnies pétrolières de



OPEP		NON-OPEP	
En millions de barils/jour	Production 2007	En millions de barils/jour	Production 2006
OPEP			
Arabie Saoudite	8,48	Arabie Saoudite	8,93
Iran	3,97	Iran	3,81
Irak	2,09	Irak	1,90
Emirats Arabes Unis	2,51	Emirats Arabes Unis	2,52
Koweït	2,16	Koweït	2,21
Zone neutre	0,50	Zone neutre	0,58
Qatar	0,80	Qatar	0,82
Angola	1,61	Angola	1,61
Nigeria	2,14	Nigeria	2,24
Libye	1,71	Libye	1,71
Algérie	1,36	Algérie	1,35
Equateur	2,39	Equateur	2,56
Venezuela	0,94	Venezuela	0,89
Indonésie	4,02	Indonésie	4,63
Total : OPEP	35,44	Total : OPEP	34,35
NON-OPEP			
OCDE			
Amerique du Nord	14,26	Amerique du Nord	14,21
USA	7,47	USA	7,34
Mexique	3,49	Mexique	3,68
Canada	3,31	Canada	3,19
Europe	4,95	Europe	5,18
Royaume Uni	1,66	Royaume Uni	1,66
Norvège	2,56	Norvège	2,78
Autres	0,73	Autres	0,74
Pacifique	0,63	Pacifique	0,88
Australie	0,55	Australie	0,53
Autres	0,08	Autres	0,06
Total : OCDE	19,84	Total : OCDE	19,97
NON-OCDE			
CEI - ex URSS	12,76	CEI - ex URSS	12,24
Russie	10,08	Russie	9,84
Autres	2,68	Autres	2,40
Asie	6,41	Asie	6,38
Chine	3,73	Chine	3,67
Malaisie	0,76	Malaisie	0,75
Inde	0,81	Inde	0,79
Autres	1,11	Autres	1,17
Europe	0,13	Europe	0,15
Amerique Latine	4,32	Amerique Latine	4,40
Brésil	2,14	Brésil	2,10
Argentine	0,76	Argentine	0,77
Colombie	0,53	Colombie	0,53
Equateur	0,50	Equateur	0,54
Autres	0,39	Autres	0,46
Moyen Orient	1,64	Moyen Orient	1,74
Oman	0,71	Oman	0,75
Syrie	0,39	Syrie	0,42
Yemen	0,34	Yemen	0,38
Autres	0,20	Autres	0,19
Afrique	2,54	Afrique	3,90
Egypte	0,63	Egypte	0,67
Angola	1,37	Angola	1,37
Gabon	0,23	Gabon	0,23
Autres	1,88	Autres	1,63
Total : Non-OCDE	27,80	Total : Non-OCDE	28,81
(Gain de production)	2,47	(Gain de production)	2,30
Total : Non-OPEP	30,27	Total : Non-OPEP	31,11
MONDE			
Total : Monde	85,55	Total : Monde	85,43

Source : UPIP d'après AIE 13/2/2008

Source: Energy Information Administration / Department of Energy (USA)

Il a testé son Challenger 605 à de possibles clients

Bombardier veut vendre des jets aux milliardaires algériens



PHOTO : D. R.

Tout ne s'est pas joué au sol lors de la récente chaotique Foire internationale d'Alger. Bombardier a emmené dans les airs, pour un test, journalistes et hommes d'affaires. Objectif, goûter aux commodités du jet d'affaires. Un marché vierge en Algérie. Pas pour longtemps.

Par
El Kadi Ihsane

Le canadien Bombardier, troisième constructeur mondial d'avions commerciaux et numéro un des jets d'affaires, ne veut pas s'arrêter à un premier succès en Algérie où il a vendu à Tassili Airlines huit avions moyens porteurs à hélices Q400 et Q200. Il a l'ambition de se placer sur le marché encore officiellement vierge des jets d'affaires. « L'Algérie est un pays où les hommes d'affaires vont arriver à acquérir leur jet privé, c'est déjà le cas dans de nombreux pays africains où nous avons vendu plus de 60 avions ces dernières années », affirme Robert Habjanic, son directeur des ventes pour l'Afrique, « depuis dix ans déjà ». La Foire internationale d'Alger a été l'occasion de présenter à la presse et aux potentiels clients les commodités « sans bornes » d'un jet privé. « L'achat d'un jet privé est souvent une question d'obstacle psychologique. On le franchit une fois qu'on réalise que cela peut répondre à un vrai besoin », explique M. Habjanic. Il faut donc l'essayer chez un constructeur à défaut de s'y faire inviter par un ami qui en possède déjà un.

UN LUXE RENVERSANT AVANT POUSSÉE DES MOTEURS

Sur le tarmac de l'aéroport d'Alger, Bombardier a amené deux variantes du modèle Challenger 605, un jet « intermédiaire » qui vole au-dessus des altitudes commerciales et relie Alger à Dubai d'une traite. Celui qui servira au vol presse est le plus luxueux des deux. L'entrée en cabine est donc un choc feutré. Ambiance suite présidentielle ; six fauteuils en cuir pivotants, canapés de salon aménageables en lits à deux places, Ronce de noyer et matériaux nobles à longueur de

cabine, table basse design, corbeille d'accueil. Et une fois repris son souffle au sol ; présentation de l'environnement « wireless » devant les écrans digitaux : téléphone, fax, internet, le monde entier est sous contrôle à 12000 pieds dans les airs.

« Rien ne vaut un tête-à-tête pour sceller une affaire », rappelle M. Habjanic, pour couper à la tentation de la vidéo-conférence sur le tarmac. Le contact rapproché est à la base du succès des jets privés. Il faut donc décoller pour un Alger-Alger de 30 minutes. La poussée des deux réacteurs (constructeur américain) est étourdissante. Décollage au bout de 400 mètres de roulage à peine. Il y a 12 personnes à bord en comptant l'équipage ... et presque autant de puissance que dans un Boeing 737. Le temps s'achète ainsi.

UNE BARRIÈRE D'ENTRÉE À 10 MILLIONS DE DINARS

« Nous avons déjà vendu soixante jets privés en Afrique. En Afrique du Sud bien sûr, mais aussi au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Maroc et même, maintenant, en Angola, un marché prometteur grâce aux revenus du pétrole. » L'Algérie est un peu un mystère pour le département jet d'affaires de chez Bombardier. Avec un PIB supérieur à 100 milliards de dollars, les clients devraient se bousculer. M. Habjanic résume la situation en riant « beaucoup d'argent, peu de visibilité des milliardaires ».

Il est venu de sa direction « Afrique » logée à Dubaï, pour les rencontrer et leur exposer, démonstration à la clé, « l'avantage fonctionnel » décisif que procure la possession de son propre avion. Mais peut-être que les avions d'affaires de Bombardier sont-ils encore hors de prix pour les grands patrons algériens ? « Notre gamme des avions d'affaires de Bombardier va de 10 à 60 millions de dollars pour le mieux équipé des Global. Le Challenger 605 se situe juste au milieu », précise M. Habjanic.

« Il est vrai que notre gamme Learjet, qui comprend des appareils plus petits, est plus adaptée au marché algérien, où les clients n'ont pas encore besoin d'un Global au

rayon d'action intercontinental. » Le Learjet est le jet qui a fait la notoriété de Bombardier sur ce marché de l'avion d'affaires.

« ACHETER SON JET, UN PROCESSUS NATUREL »

Combien de grands patrons algériens sont-ils en mesure de déboursier entre 80 et 100 millions de dinars pour obtenir leur premier jet privé ? Peut-être pas tant que cela.

Il faudrait être certain de l'utiliser de manière optimale et prévoir en outre les frais d'entretien « environ un million de dollars par an », précise le directeur des ventes Afrique de Bombardier « jet d'affaires ». Pour lui, il ne faut pas s'arrêter à de telles considérations ; des formules existent pour rentabiliser un jet pour son propriétaire. « La plus éprouvée est de le céder à une compagnie d'avions-taxis qui en assure la maintenance par la même occasion ». Bombardier propose à ses clients un service après-vente intégré qui assure maintenance de l'avion et rentabilité de l'investissement. Pour M. Habjanic « Acheter son jet d'affaires, c'est un processus naturel après la Maybach ou la Bentley. » En Algérie aussi ? Il faudra sans doute attendre un peu et voir. « Un obstacle psychologique à franchir », selon le vendeur. Et le déclin dépend très souvent d'une expérience dans un jet privé.

COMMANDES D'ÉTAT, TRANSACTIONS DÉLICATES

Les commandes d'Etat sont l'autre piste pour pénétrer un marché. Les transactions y sont plus « délicates ».

« Il faut savoir qui achète lorsqu'il s'agit d'un président et de son entourage ». L'expérience mondiale et africaine de Bombardier fait admettre à M. Habjanic un « problème de pots-de-vin » qu'il évoque un peu contrit. Restons sur les hommes d'affaires. Le rutilant Challenger 605 se pose délicatement sur la piste de l'aéroport Houari Boumediene. Conversation de salon, boucle éclair au-dessus de Tizi ouzou, ambiance capitonnée. Le monde de la Jet est ainsi donc fait ? Les milliardaires algériens sauteront l'étape de la Maybach et de la Bentley.

E. K. I.

Francisco Javier de la Riva Garriga. *Président de Fertiberia*
**«Fertiberia considère l'Algérie
 comme une destination privilégiée»**



Francisco Javier de la Riva Garriga est licencié en Droit, diplômé en Business administration, inspecteur des finances de l'Etat et honoré de l'Ordre du mérite civil comme membre de l'équipe des négociateurs pour l'adhésion de l'Espagne à l'Union Européenne. Il a occupé entre 1976 et 1984 différents postes au ministère des Finances et au ministère des Affaires Etrangères espagnol. Il est président de la compagnie de génie «INCRO», président de l'Association nationale de Fabricants d'Engrais (ANFFE), membre du Conseil d'Administration de «Arcelor-Mittal» -Espagne, président de Fertiberia, S.A., président de la compagnie algérienne Fertial et membre du Conseil d'Administration de Grupo Villar Mir. Dans cet entretien, il se confie, en exclusivité, au supplément El Watan Economie.

Propos recueillis
 par
S. Boudjemâa

Fertiberia a acquis en 2005, 66% du capital du groupe ASMIDAL notamment dans les unités Alzofert (Arzew) et Fertial (Annaba), quel investissement avez-vous consenti depuis, dans ces unités, notamment celle d'Alzofert connue pour être vétuste ?

Entre les compromis assumés par Grupo Villar Mir, groupe auquel appartient FERTIBERIA, à l'occasion de l'acquisition en août 2005 de 66% du capital de FERTIAL, figure la réalisation d'investissements de réhabilitation au niveau de la Société pour un montant global de 12.227 millions de DZD, correspondant à plus de 167 millions de USD. De ce montant global, 6.981 millions qui représentent plus du 57% du total sont destinés à la mise à niveau de la plateforme d'Arzew. A ce jour, les investissements ont déjà été réalisés ou sont en phase de réalisation pour un montant de plus de 10.000 millions de DZD.

Les performances commerciales du groupe ASMIDAL particulièrement à l'exportation s'inscrivent surtout à l'international, notamment sur les marchés espagnol, français, italien, grec, turc, belge, britannique, cubain

et marocain. Quelle valeur ajoutée a apporté la reprise en main de Fertiberia ?

La politique commerciale de FERTIBERIA, premier producteur espagnol d'engrais et second de l'Europe, est la vente directe aux consommateurs finaux. Les moyens, connaissances et expérience apportées par Fertiberia, permettent d'orienter les exportations aux clients finaux au lieu de les faire transiter par des traders, dans de meilleures conditions et à titre durable, permettant ainsi la valorisation maximale du produit selon l'évolution des prix sur les marchés internationaux et éventuellement en fonction des autres conditions stratégiques qui pourraient se présenter.

Villar Mir vient de signer un accord d'association avec SONATRACH pour la réalisation d'un autre complexe d'ammoniac et d'urée à Mers El Hadjadj (est d'Arzew) d'une production de 1,1 million de tonnes/an, soit la cinquième usine au niveau national. Ne risque-t-on pas de saturer le marché local et par extension provoquer une chute sur le marché international ?

L'accord d'association signé entre FERTIBERIA et SONATRACH correspond à une unité de production d'ammoniac d'une capacité de 1.1 million de tonnes/année.

Ce projet ne prévoit pas la production d'urée. A l'horizon 2011/2012, la capacité de production mondiale d'ammoniac destinée à être commercialisée augmentera 6,6 millions de tonnes.

De cette quantité, 1,8 million de tonnes seront disponibles à la fin de l'année 2008 et le reste à partir de 2010 (à Qatar, Arabie Saoudite et USA). Cette croissance est estimée et équilibrée avec la croissance prévue de la demande (2% annuellement), bien qu'il soit possible qu'une partie appréciable de la production de l'Ouest de Suez devrait être orientée vers l'Est de Suez.

Bien que cela reste une simple supposition, certains observateurs laissent entendre que dans la continuité de sa présence en Algérie, Fertiberia servira de locomotive aux autres grandes entreprises espagnoles pour porter un meilleur intérêt au dossier des privatisations en Algérie ?

La continuité de la présence en Algérie de GRUPO VILLAR MIR/FERTIBERIA non seulement sert de

référence à d'autres grandes entreprises espagnoles à s'intéresser davantage aux dossiers de la privatisation en Algérie, mais aussi a de grandes entreprises d'autres pays. Notre Groupe a eu et a manifesté depuis des années, et ainsi il l'a transmis à la communauté internationale, sa confiance dans le futur de l'Algérie. La participation dans FERTIAL en 2005, une des premières privatisations d'une grande entreprise effectuées dans le pays, et l'accord signé maintenant avec SONATRACH pour la construction d'une nouvelle unité de production d'ammoniac le confirment. La présence de notre groupe depuis des années en Algérie constitue un message de confiance dans le présent et l'avenir du pays.

Le projet de l'usine d'ammoniac de Mers El Hadjadj suscite des craintes et des réticences, voire même une opposition, de la part du mouvement associatif de la région qui craint les effets nocifs et la pollution de cette usine. Que pouvez-vous apporter comme argument pour les rassurer ?

Il s'agit d'une unité de production dotée des BAT (Best Available Techniques) et dont le processus de production assure le plus strict accomplissement des normes internationales en matière environnementale, de sécurité et d'hygiène.

Fertiberia a déjà fait l'étude d'impact sur l'environnement, l'étude de danger, l'étude topographique et l'étude géotechnique du Projet et s'est engagé à les mettre à la disposition de la nouvelle Société.

Fertiberia a-t-elle l'intention d'investir d'autres créneaux ou secteur d'activité ? A-t-elle un plan de développement à concrétiser en Algérie ?

Comme nous avons indiqué précédemment, le secteur des engrais dans le monde, comme beaucoup d'autres, est soumis à des changements importants dans un processus de délocalisation de la production au profit des régions caractérisées par la disponibilité de matières premières. FERTIBERIA, avec une claire vocation internationale, considère l'Algérie comme une destination privilégiée pour son développement futur. Par conséquent, Fertiberia est ouvert à étudier de nouveaux investissements industriels en Algérie et les mener à bien pourvu que les études économiques permettent d'obtenir une rentabilité raisonnable. **S. B.**

Fertilisation des terres agricoles

L'utilisation des engrais reste en deçà des besoins

La production agricole nationale, notamment en céréales, pommes de terre, arboriculture fruitière et maraîchage, est concentrée exclusivement dans la zone pluvieuse du nord du pays. Les ressources en matières premières du pays permettent une production rentable d'engrais azotés et phosphatés, destinée non seulement au marché intérieur mais surtout à l'exportation. Cependant, l'utilisation des engrais dans l'agriculture reste très en deçà des besoins, comme le fait ressortir une étude de la FAO, réalisée en 2005, sur l'utilisation des engrais par culture en Algérie.

Oran
De notre bureau

Pourtant, une fertilisation adaptée et équilibrée permettrait non seulement des rendements plus élevés mais aussi une meilleure résistance à la sécheresse et une assimilation plus élevée de l'azote. La superficie totale de l'Algérie s'élève à 238 millions d'hectares, dont 191 millions sont improductifs. La surface agricole utile (SAU) est de 8,2 millions d'hectares dont presque la moitié est habituellement mise en jachère. Les cultures herbacées couvrent 3,8 millions d'hectares. La polyculture est concentrée dans la riche zone pluvieuse du nord du pays. On y cultive les céréales, les légumes et fruits et on pratique l'élevage semi intensif pour la production surtout du lait et de la viande. Notre pays compte un million d'exploitations dont 70 % environ ont une taille inférieure à 10 ha. L'exploitation individuelle prédomine, avec 83 % du nombre total des exploitations occupant un quart de la SAU. Le pays est riche en ressources naturelles dont deux des principales matières premières nécessaires à la fabrication des engrais, le phosphate naturel et le gaz naturel d'où le regain d'intérêt ces derniers temps à la construction de plusieurs complexes d'ammoniac (Orascom, Fertiberia, etc.) et d'engrais malgré que la production antérieure d'ASMIDAL en engrais azotés et phosphatés satisfait non seulement les besoins du marché intérieur mais permet également l'exportation de grandes quantités. La gamme des produits fabriqués inclut le nitrate d'ammonium, l'urée, les superphosphates et les engrais composés binaires et ternaires. De 1986 à 1998, la consommation d'engrais a fortement chuté. Un «ajustement structurel» a impliqué une redistribution des terres, la libéralisation des marchés, une réduction des subventions et, par



PHOTO : B. SOUJIL

La superficie totale de l'Algérie s'élève à 238 millions d'hectares, dont 191 millions sont improductifs

conséquent, une augmentation du prix des engrais. Selon certaines données, « en 1993, moins d'un kilogramme de blé dur suffisait à l'achat d'un kilogramme d'azote ou de phosphate. En 1997, deux kilogrammes étaient nécessaires et, en 2004, environ trois.»

BOULEVERSEMENTS STRUCTURELS PROFONDS

Un quart seulement des exploitations céréalières applique des engrais et/ou du fumier. La moyenne des rendements céréaliers, principalement du blé, avoisine 1 200 kg/ha alors que des rendements de 5 000 kg/ha sont souvent atteints. Les importations de céréales ont été multipliées par 10 en trente ans. Certes, le Programme national de développement de l'agriculture (PNDA) favorise l'intensification agricole, prévoit la mise en place de systèmes de cultures en fonction des zones agro-écologiques et encourage une réduction de la jachère. Toutefois, il a été constaté un réel déficit de sensibilisation et de vulgarisation pour la promotion d'une fertilisation plus adaptée et équilibrée particulièrement dans les zones céréalières où le phosphore et le potassium sont essentiels pour augmenter la tolérance à la sécheresse et favoriser l'assimilation de l'azote. Cet état de fait trouve ses causes dans les multiples bouleversements qu'a connus le secteur de l'agriculture depuis l'indépendance. Depuis 1973, l'agriculture a connu des bouleversements structurels radicaux qui se sont traduits par des modifications

fondamentales des structures agraires. Les mesures de nationalisation et de limitation de la propriété, engagées dans le cadre de la révolution agraire durant les années 1970, ont donné naissance à environ 6 000 coopératives agricoles, sur les 400 000 ha distraits de la propriété privée. La restructuration, en 1981, des terres du domaine national - réparties alors en 2 000 domaines autogérés - a entraîné une réduction de leurs superficies et une intégration à leur patrimoine de 6 000 coopératives, portant ainsi le nombre des domaines autogérés à 3 400. En 1983, la Loi 83-12 du 13 août 1983, portant accession à la propriété foncière agricole par la mise en valeur, a donné naissance à de nouvelles exploitations. Les dispositions de cette loi ont également libéré les transactions foncières sur les terres de statut privé, suspendues depuis la mise en œuvre de la révolution agraire, modifiant ainsi la consistance et le parcellaire de nombreuses propriétés. En 1987, la Loi 87-19 du 8 décembre 1987 a conduit au démantèlement des 3 400 domaines autogérés et à la mise en place d'un nouveau mode de gestion des terres du domaine national, à travers la création de 3 000 exploitations agricoles collectives (EAC) et 60 000 exploitations agricoles individuelles (EAI). En 1990, la restitution des terres nationalisées par la révolution agraire à leurs anciens propriétaires, opérée dans le cadre de la Loi 90-25 du 18 novembre 1990, a donné naissance à de nouvelles exploitations de statut privé, réduisant ainsi la

superficie des terres relevant du domaine national. Outre ces modifications des structures agraires, il faut ajouter les nombreuses terres agricoles abandonnées au profit de l'urbanisation, puisque 200 000 ha étaient déjà concernés à la fin de 1995. Il reste enfin entendu que l'Algérie a connu trois découpages administratifs, faisant passer le nombre de wilayas de 15 en 1966 à 31 en 1974 et à 48 en 1984, le nombre de communes étant passé respectivement de 670 à 703 et 1 541. Toutes ces restructurations agraires et territoriales ont souvent déstabilisé le secteur agricole et la profession dans son ensemble, tout en rendant caduques à chaque fois les données statistiques relatives aux structures agraires. Ceci dit, l'utilisation des fertilisants et des engrais en Algérie reste très faible malgré ses richesses, ses potentialités et ses capacités, comparativement au Maroc, par exemple. L'utilisation semble se stabiliser autour de 45 unités d'éléments nutritifs/ha, mais reste en deçà des normes d'intensification des cultures et d'amélioration de la productivité. Ce manque, selon des spécialistes, ne peut s'expliquer que par le facteur pluviométrique, certes prépondérant, mais mal mis à profit par la faiblesse d'utilisation des engrais, paramètre essentiel de productivité et de qualité. Actuellement notre agriculture consomme environ 100 000 tonnes d'éléments fertilisants par an, alors que selon la moyenne mondiale, la consommation devrait se situer à 850 000 t/an.

S. Boudjemâa

Le DG de l'Agence nationale du cadastre nous écrit

Réagissant à l'entretien paru dans notre édition n 155, réalisé auprès du président du Conseil régional d'Oran de l'Ordre des géomètres, M. Oussalah Youcef, sous le titre : «La situation nationale du cadastre est catastrophique», le directeur général de l'Agence nationale du cadastre nous écrit pour apporter les précisions suivantes :

- Les opérations d'établissement du cadastre général ont démarré dès 1976. De 2004 à 2007, la superficie cadastrée en zones rurales a été en moyenne de 450 000 ha par an et non de 30 000 ha par an. En réalité, les chiffres indiqués dans votre dossier représentent uniquement ce qui a été produit par les

géomètres privés dans le cadre des contrats de sous-traitance passés avec l'Agence nationale du cadastre.

- Au 31-12-2007, le cadastre rural est totalement achevé ou en cours de finalisation au niveau de 670 communes, soit une superficie totale couvrant 6 800 000 ha sur un objectif de 12 000 000 ha. En milieu urbain, il a atteint 135 000 ha, sur un objectif de 400 000 ha.

- Il est utopique que l'Ordre des géomètres puisse réaliser annuellement 5 millions ha en zones rurales et 500 000 ha en zones urbaines.

- Il faut savoir que c'est la Direction générale du Domaine national qui a été à l'origine de la création de l'Ordre des géomètres-experts fonciers.

- Il est apporté un démenti formel à l'affirmation que l'opération cadastrale est en passe d'être confiée dans sa totalité à un bureau d'études étranger. Ce qui est en chantier, c'est la sollicitation d'organismes nationaux (ASAL et CTS) pour la dotation de l'Agence nationale du cadastre en spatio-cartes, devant faciliter et activer l'établissement du cadastre général au niveau des zones steppiques et des zones sahariennes.

L'ovin de la steppe envahit le Nord **Rush sur le mouton et les moissons fourragères**

Le marché du bétail dans la wilaya de Tizi Ouzou connaît une animation particulière ces dernières semaines. Le nombre singulièrement élevé d'ovins proposés à la vente et les prix qui y sont pratiqués ne laissent pas indifférent.

Tizi Ouzou
De notre bureau

Que ce soit les marchés hebdomadaires ou les surfaces qui servent habituellement de place de négoce où se rencontrent en permanence maquignons et revendeurs, ces espaces sont exceptionnellement envahis par des troupeaux de moutons, brebis et agneaux qui sont proposés à la vente à des prix sensiblement revus à la baisse. Il s'agit en fait des éleveurs des régions steppiques et des hauts plateaux qui vendent le produit de leurs élevages. Ceux-ci ont, en effet, décidé de réduire leurs cheptels ou de les liquider carrément depuis que la crise qui asphyxie la filière ovine s'est accentuée.

Victimes d'une sécheresse aigue qui a compromis cette saison les cultures fourragères et les parcours de pâturage, des dizaines d'éleveurs et de revendeurs grossistes viennent quotidiennement vers les wilayas du Nord, comme Tizi Ouzou, Béjaïa, Boumerdès et Bouira, où l'élevage ovin continue à être pratiqué et qui sont moins affectées cette année par la sécheresse, pour y écouler une partie ou la totalité de leurs troupeaux. Cette hausse brusque de l'offre a ainsi provoqué une nette baisse des prix de moutons.

En d'autres termes, les éleveurs des régions steppiques continuent à brader leurs élevages pour éviter les conséquences de la crise qui secoue depuis plusieurs mois la filière ovine. A titre d'exemple une fourchette de prix entre 6 000 et 8 000 dinars pour une brebis qui, d'habitude, se vendait à 15 000 ou 16 000 DA, renseigne aisément sur la piteuse conjoncture que traverse actuellement l'élevage ovin dans son ensemble. Des agneaux sont également bradés à des prix de 5 000 ou 6 000 DA, or qu'avant ils sont toujours cotés au-dessus de la barre des 10 000 DA sachant que, traditionnellement, les familles rurales de la Kabylie profonde acquièrent au début de l'été des agneaux de trois ou quatre mois pour en faire de petits élevages.

Sur les places de marché de Tizi Ouzou, les éleveurs venus de Djelfa, Boussaâda ou M'sila tentent de vendre le fruit de leurs étables non sans regret. Car, si la nature avaient été moins rude avec eux ou si les quantités d'aliments et d'orge tant promises par le gouvernement leur avaient été transmises, ils n'auraient pas mis leurs cheptels en liquidation. Abdelkader, quinquagénaire et éleveur de son état, venu de Boussaâda à bord d'un camion chargé de dizaines de têtes d'ovins pour s'installer provisoirement à l'entrée de la ville de Draâ Ben Khedda, explique sa situation : « J'ai une étable de 200 têtes entre moutons, brebis et agneaux. Cette année, il y a eu la sécheresse qui a provoqué une grave pénurie en fourrage. Le prix de l'orge coûte parfois jusqu'à 4 000 DA le quintal au marché noir et moi je ne suis pas en mesure de dépenser quotidiennement 8 000 ou 10 000 DA en aliments. Donc, nous avons décidé, moi et mon frère, de liquider au moins la moitié de notre troupeau et c'est pour ça que je me retrouve ici à Draâ Ben Khedda.

NOUVELLE TENDANCE

Il faut faire comme ça pour ramasser de l'argent pour nourrir le reste en attendant l'année prochaine, peut-être il y aura de la bénédiction». Abdelkader ne veut surtout pas entendre parler des fameux 450 000 quintaux d'orge que le ministère de l'Agriculture a promis aux éleveurs des régions steppiques et des hauts plateaux pour un prix de 1 550 DA/quintal. «L'orge de l'Etat ? Tout le monde

va en bénéficier sauf l'éleveur, le vrai !», dira-t-il avec un sentiment de résignation. Dans ces régions du pays qui renferment actuellement un effectif de quelque 20 millions de têtes ovines, des dizaines, voire des centaines d'éleveurs se trouvent dans une situation de déboires et d'amertume autant que Kader El Bousaâdi, comme préfèrent l'appeler les maquignons de Tizi Ouzou avec qui il s'est familiarisé désormais. D'autres éleveurs, au lieu de vendre leurs cheptels, ont préféré migrer vers les wilayas du Nord où ils louent des pâturages à travers les plaines pour y faire paître leurs troupeaux durant cette période d'été. Cette nouvelle tendance n'a pas manqué, en conséquence, de changer radicalement la vision vis-à-vis de l'élevage ovin et des cultures fourragères dans la région de Tizi Ouzou. En effet, plusieurs agriculteurs qui faisaient jadis dans d'autres spécialités comme l'aviculture ou les cultures maraîchères commencent à se convertir à l'élevage ovin. Pour cette saison, il y a eu un véritable rush vers les moissons fourragères. Avec la tension qui persiste sur le marché des aliments de bétail, le foin est de plus en plus puisé. En revanche, toutes les vastes plaines qui sont restées en jachère depuis plusieurs saisons ont été parcourues ces derniers jours par les moissonneuses-batteuses et les machines de bottelage, pour la récolte du foin. En tout cas, le foin tient toujours la cote haute sur le marché, avec 400 ou 500DA la botte, et il est de plus en plus convoité par les éleveurs qui l'utilisent comme un palliatif face à la pénurie et à la flambée des autres aliments dont, par exemple, l'orge et le son. En tout cas, cette tension persistante n'augure rien de salutaire pour la filière ovine dans les mois à venir. Ce qui laisse conclure que les mesures d'urgence prônées par le gouvernement, comme l'interdiction de l'importation de la viande ovine et la mise à la disposition des éleveurs de quantités considérables d'orges, n'ont eu aucun effet sur la crise qui affecte cette branche d'activité. La région de Tizi Ouzou, quant à elle, s'apprête à connaître un véritable boum en matière de l'élevage ovin, comme cela a été expliqué par un cadre d'une subdivision agricole.

Les zones montagneuses, dont le relief trop accidenté et broussaillieux n'est pas tout à fait favorable à l'élevage bovin, deviennent, en effet, les plus indiquées pour un développement de l'élevage ovin. A l'heure actuelle, les données rendues publiques par l'administration font état d'un effectif global de 132 685 têtes d'ovins et de 45 676 têtes caprines que renferme toute la région de Tizi Ouzou. Mais, ces chiffres sont, en tout cas, loin de refléter la réalité à partir du moment où il existe un énorme potentiel d'élevage traditionnel non agréé en zones rurales. Cependant, pour ce qui est de l'orge, la production locale est très en deçà des besoins avec, seulement, 17 146 quintaux produits la saison dernière. Cette faible récolte s'explique par la tendance des agriculteurs à se désintéresser relativement de la céréaliculture en général. Ce n'est que maintenant qu'un regain d'intérêt pour ce type de cultures est perceptible dans la région. En effet, la décision de l'OAIC (Office algérien interprofessionnel des céréales) d'acheter les céréales aux prix réels du marché a eu un effet attractif sur les agriculteurs. Désormais, selon un cadre des services agricoles, les agriculteurs sont nombreux à se préparer pour la céréaliculture à partir de la prochaine saison, sachant qu'ils vont vendre à l'OAIC leurs récoltes à raison de 4 500 DA le quintal pour le blé dur au lieu de 2 100DA, le blé tendre à 3 500 DA/ql au lieu de 1 950DA et l'orge à 2 500DA au lieu de 1500 DA.

Mohamed Naili



Gagnez du temps

www.mlaleasing.com

MLA AUTO-MLA TRANSPORT-MLA ÉQUIPEMENTS-MLA BÂTIMENT & TP-MLA MÉDICAL-MLA IMMOBILIER

**De nouvelles opportunités se présentent,
MLA LEASING vous apporte des
solutions de financement pour
vous accompagner dans vos investissements.**

Que ce soit pour du matériel roulant (véhicules de tourisme, utilitaires, camions, bus...), pour des équipements (BTP, médical, industriel...) ou de l'immobilier (cabinets, sièges, entrepôts...) notre formule simple et nos délais rapides sont pour vous la meilleure solution.



المغربية للإيجار المالي الجزائر
**MAGHREB LEASING
ALGÉRIE**

31 Av. Mohamed Belkacemi, El Madania, Alger.
Tél.: 021 77 12 12. Fax: 021 77 17 79. Mail : contact@m.la.dz
Une société membre de **TLG Groupe Financier**
LEASING - FACTORING - LOCATION LONGUE DURÉE

**Plus proche
pour aller plus loin**

Réhabilitation et gestion déléguée de l'eau à Constantine

Le groupe des Eaux de Marseille en partenaire privilégié

Le groupe des Eaux de Marseille (GEM) est, visiblement, bien parti pour s'installer durablement dans la région de Constantine. En effet, en se faisant attribuer la gestion déléguée du réseau de l'eau potable de la ville du Vieux rocher, pour une période de cinq ans et demi, le GEM s'engage, ainsi, à continuer sa mission de réhabilitation du réseau AEP, entamée il y a de cela un peu plus de deux ans.

Constantine
De notre bureau

Les responsables du GEM n'ont jamais caché leur ambition de s'inscrire dans la durée, tant il est vrai, que l'Etat algérien avait montré des signes forts quant à la nouvelle politique de l'eau, à laquelle des milliards en monnaie forte ont été consentis.

Ce qui a, d'ailleurs, amené, Loïc Fauchon, PDG du groupe des Eaux de Marseille, de retenir le principe de la mise en place d'une filiale du groupe en Algérie, à l'instar de la Tunisie et du Maroc. De même, le patron du GEM n'avait pas également exclu, lors d'une conférence de presse organisée, en février 2006, en marge de l'inauguration officielle du siège des entreprises chargées de réhabiliter l'AEP de Constantine, la création d'une filiale de sa société en Algérie ; un pays où les Eaux de Marseille est sollicité depuis les années 1980 pour des prestations d'ordre technique ou de formation. Mais en attendant, le GEM est appelé, dans le cadre de la nouvelle entité qui sera créée, la société des eaux et d'assainissement de Constantine (Seaco) en l'occurrence, à consolider ce qui a été déjà entrepris en matière de réhabilitation. A ce titre, un bilan préliminaire et non exhaustif laisserait apparaître une amélioration certaine en termes de « chasse » aux fuites d'eau, mais il serait, toutefois, hâtif d'affirmer que l'objectif du taux de 75% d'efficacité du réseau, fixé par le GEM, ait été atteint. Il faut souligner, à ce titre, que dans certains sites où sont déjà passés les techniciens du groupe, des fuites subsistent comme cela a été constaté dans les cités El Gammes et Ziadia, classées prioritaires, à cause des nombreuses fuites qui y étaient signalées.

Une situation qui serait derrière la décision des deux parties (le GEM et l'Etat algérien) de prolonger la durée des travaux. En effet, antérieurement prévus pour une période de 36 mois, les travaux de réhabilitation du réseau AEP du groupement urbain de Constantine ne seront finalement pas achevés au mois de mai 2008, conformément aux premières prévisions du groupement d'entreprises auquel cette charge a été confiée. Ce dernier, piloté par les Eaux de Marseille et composé de Sogerah, une



L'ensemble du réseau de la commune de Constantine est évalué à 500 km s'agissant du réseau primaire (canalisation de gros diamètre), et 700 km si l'on devait y inclure le réseau secondaire et tertiaire

société d'ingénierie et de conseil, et de China Geo-Engineering corporation (CGC), une entreprise de travaux, devra, selon des informations recueillies auprès du chef de ce projet, s'activer près de deux mois encore dans cette wilaya à cause d'une masse de travail qui s'est avérée plus importante que celle prévue initialement. En effet, au lieu des 65 km qu'il devait renouveler, ce groupement d'entreprises s'est retrouvé, par la suite, contraint de refaire pas moins de 130 km de canalisations, soit le double du réseau AEP à réhabiliter. Cette rallonge de deux mois, notre source l'impute également aux obstacles rencontrés par les équipes des Eaux de Marseille sur le terrain, notamment la densité de la circulation automobile et un sous-sol souvent saturé. De plus, étant donné que la réhabilitation est réalisée suite à un diagnostic établi conformément à l'état de vétusté des canalisations, c'est ainsi, apprend-on, que les Eaux de Marseille ont parfois complètement refait certaines canalisations, comme ce fut notamment le cas au centre-ville de Constantine.

LA DURÉE DES TRAVAUX REVUE À LA HAUSSE

D'ailleurs, dans cette commune, les équipes chargées des travaux de réhabilitation de l'AEP devront refaire au total 110 km de canalisations en plus de 20 autres au niveau de la commune d'El Khroub. Actuellement, les équipes des Eaux de

Marseille interviennent au niveau de la cité Zouaghi et au quartier Emir Abdelkader supérieur (ex-faubourg Lamy) et travaillent simultanément dans la commune d'El Khroub, plus précisément dans la zone de Massinissa.

L'ensemble du réseau de la commune de Constantine est évalué à 500 km s'agissant du réseau primaire (canalisation de gros diamètre), et 700 km si l'on devait y inclure les réseaux secondaire et tertiaire (branchements). D'ailleurs, les travaux engagés par les Eaux de Marseille ont justement ciblé le réseau primaire de la ville de manière à diminuer les déperditions et élever le rendement de l'AEP à plus de 75 %.

D'après M. Boudoune, chef du projet, « il n'y a plus de fuites sur le gros diamètre, primaire et secondaire, les seules fuites qui existent encore sont signalées au niveau des branchements, autrement dit sur le réseau tertiaire, considéré comme le point faible de Constantine, car il constitue une source de fuites ».

De l'avis de notre interlocuteur, le réseau tertiaire doit être changé lui aussi. « Il faut supprimer le galvanisé et généraliser le PEHD qui supporte une pression de 16 barres », a-t-il ajouté. Cela étant, sur les 130 km refaits, les équipes des Eaux de Marseille ont rénové également, en parallèle, 8000 branchements. Ces équipes ont réparé, nous dit-on, 2000 fuites et installé près de 1600 équipements, dont 8000 compteurs d'eau en cours, et des vannes

ventouses. Au demeurant, après plus de 36 mois de travaux, « les objectifs initiaux sont atteints », de l'avis de notre interlocuteur, qui estime que les deux volets du projet, études et réalisation, ont été menés à bon port.

Pour M. Boudoune, le volet études reste le plus important car, il donne une idée précise sur l'état général du réseau. « A présent on connaît l'état de l'ensemble du système d'alimentation en eau potable », précise-t-il. Le projet a atteint, selon lui, ses objectifs en matière d'élaboration d'une cartographie numérique, de modernisation et est arrivé actuellement en phase finale de l'achèvement du schéma directeur du réseau AEP pour la réhabilitation et le recalibrage du réseau d'alimentation d'eau potable du groupement urbain de Constantine à l'horizon 2020. Par ailleurs, eu égard aux travaux supplémentaires entrepris sur le terrain par les équipes des Eaux de Marseille, induisant inévitablement une augmentation du coût du projet, les responsables de l'ADE ont procédé à une restructuration du marché en opérant une réduction de la partie relative à la gestion commerciale afin de pouvoir, nous dit-on, « supporter le dépassement financier ». Cela étant, en s'engageant désormais aux côtés de L'ONA et de l'ADE dans la gestion déléguée de l'eau à Constantine, le GEM peut d'ores et déjà entamer sa mission dans la continuité après avoir balisé le terrain.

Lydia Rahmani

La SEACO remplace l'ADE

La Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO), au même titre que l'algéroise SEAAL, est née du transfert de compétence de l'Algérienne des eaux (ADE) et de l'Office national des eaux (ONA), deux organismes dont certains cadres constituent désormais le conseil d'administration de cette nouvelle Spa, en sus de l'apport du GEM, son partenaire étranger, retenu, dernièrement, par les pouvoirs publics pour assurer la gestion déléguée de l'eau dans la ville du Vieux rocher pour une durée de cinq ans et demi, et pour un montant de 45 millions d'euros. Dotée d'un capital d'un milliard de dinars, la Seaco est appelée à assurer la gestion des services publics des eaux potables et d'assainissement dans le but d'en

assurer la disponibilité aux citoyens, la surveillance de la qualité de l'eau potable distribuée, l'amélioration de l'efficacité des réseaux de transfert et de distribution, ainsi que l'introduction de techniques susceptibles de préserver l'eau. Outre cela, cette entité devra, également, assurer la conception de programmes d'étude en concertation avec les services publics chargés de l'éducation en vue de répandre une culture de l'économie des eaux et de la protection de l'environnement, l'élaboration de plans de maintenance et d'expansion des infrastructures de production, de traitement, de transfert de stockage de l'eau potable et d'assainissement. Cela étant, l'activité de la Seaco devra se limiter au territoire de la wilaya

de Constantine avec pour objectif, la prise en charge, dans le cadre de la politique nationale de l'eau potable, des activités de gestion des opérations de production, de transport, de traitement de stockage, d'adduction, de distribution et d'approvisionnement en eau potable et industrielle. C'est à un cadre du groupe des Eaux de Marseille que devra, a priori, échoir la mission de présider aux destinées de la Spa Seaco. Il est à signaler, enfin, que le GEM, quatrième groupe français dans le secteur de l'eau, fédère plusieurs sociétés. Il s'articule autour de la Société des Eaux de Marseille, détenue à parts égales par la Compagnie Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux de France.

L. R.

Symposium international du MDI-Alger

Quels pôles de compétitivité pour l'Algérie ?

Le développement des territoires à la faveur des pôles de compétitivité, que le gouvernement algérien s'apprête à lancer en application de sa nouvelle stratégie industrielle, a été au centre des débats du septième symposium International du MDI Business School d'Alger qui s'est tenu les 22 et 23 juin derniers à l'hôtel Hilton d'Alger.



Par
Nordine Grim

L'Algérie n'ayant pas encore eu d'expérience en la matière, le MDI-Alger a eu le mérite d'associer à cette rencontre un opérateur qui maîtrise le sujet pour avoir accompagné et managé un pôle de compétitivité aujourd'hui considéré comme un exemple de réussite. Il s'agit du Ceram Business School et de la technopole Sophia Antipolis de Nice. Maîtrisant parfaitement les concepts propres à ces zones de prospérité et l'expérience du terrain, les experts du Ceram, à l'instar de Michel Bernasconi, Boualem Aliouat et Anne Barraquier, ont su les restituer à une assistance peu familiarisée aux pôles de compétitivité, clusters, zones de développement industriel intégré et autres nouveaux concepts du management moderne. L'accent a évidemment été mis sur l'utile et indispensable coopération que doivent développer les entreprises, les banques, les universités et les pouvoirs publics locaux, pour donner corps à un développement économique et social durable dans les territoires concernés. L'essor économique devant impérativement être porté par l'innovation et la performance, l'enjeu capital consistera à mettre en synergie les milieux innovants (universités, centres de recherche) et les promoteurs. Du contenu des principales conférences, notamment celles données par des experts aussi chevronnés que le professeur Taïeb Hafsi de HEC Montréal, Francisco Cobo de l'université Complutense de Madrid, Neila Gongi, Malek Boussaid du MDI-Alger, Marc Jardini de KPMG et Issad Rebrab, PDG du groupe Cevital et des débats qui ont suivi, on a surtout retenu que l'expérience des pôles de compétitivité mérite d'être tentée en Algérie où les principaux fac-

teurs de réussite existent (atouts géostratégiques exceptionnels, nombreuses universités, partenariat international possible, entrepreneuriat en plein essor, ressources financières largement disponibles, etc.) et qu'il faut par conséquent y aller sans tarder. Un avis qui semblait partager tous les intervenants à l'exception du principal concerné, en l'occurrence le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements Abdelhamid Temmar, qui considère que le plus urgent aujourd'hui est de remettre sur pied les entreprises industrielles qui fonctionnent pratiquement toutes en sous-capacité. « A quoi sert-il de créer des pôles de compétitivité si les entreprises qui vont y être localisées ne sont pas du tout performantes ? » Une déclaration qui a évidemment jeté le trouble dans l'assistance, qui avait bien compris que le gouvernement algérien est résolu à placer des entreprises publiques comme chefs de file dans chacun des pôles à créer, quand bien même, la mise à niveau de ces entreprises coûterait très cher à l'Etat.

OMNIPRÉSENCE DE L'ÉTAT

Cette déclaration qui a le mérite de la clarté permet de comprendre que la création des pôles de compétitivité n'est pas

pour demain et qu'il faudra, le moment venu de leur lancement, compter sur l'omniprésence de l'Etat à travers ses entreprises, ses banques et... ses injonctions. Ce contre quoi s'est élevé le PDG du groupe Cevital, Issad Rebrab, considérant que l'omnipotence de l'Etat est incompatible avec l'esprit même des pôles de compétitivité dont les maîtres mots sont l'initiative, la rapidité de décision, l'innovation permanente et la compétitivité. Dans l'état actuel de son organisation, ajoute-t-il, l'administration algérienne n'est capable de créer que de la pénurie alors que la clé du développement économique consiste précisément à en sortir. Les propos du patron de Cévital qui, faut-il le rappeler, butent depuis plusieurs années sur des obstacles dressés par cette bureaucratie tatillonne, qui l'empêche de créer le premier pôle de compétitivité digne de ce nom, à Cap Djinet, n'exclut toutefois pas la présence de l'Etat, mais en tant que facilitateur d'initiatives et, bien entendu, en tant que régulateur chargé de veiller à ce que force revienne à la loi. De nombreuses questions - mais le temps n'est peut-être pas venu de les poser - sont tout même restées en suspens au terme de cet intéressant symposium. Parmi les plus importantes

questions qui méritaient, à notre sens, d'être posées, on peut évoquer pêle-mêle, les formes de contributions financières que l'Etat et les collectivités territoriales devraient apporter aux pôles de compétitivité à leur création et qui en seront les ordonnateurs. Quelles institutions piloteront ces pôles ? Quelle aide apporter aux différents acteurs (université, entreprises, collectivités locales) des pôles de compétitivité des PME activant dans les territoires concernés sera-t-elle obligatoire ? Y aura-t-il un guichet unique dans chacun des pôles pour faciliter la promotion des investissements à l'échelle de ces territoires ?

A l'issue de la rencontre, Brahim Benabdeslem, Directeur Général du MDI-Alger, a annoncé que le prochain symposium international planchera sur la problématique de l'industrie touristique en Algérie.

Il se tiendra en Février prochain à El Oued dans la résidence Dhawia qui avait abrité, rappelons-le, les cinq premières éditions. **N. G.**

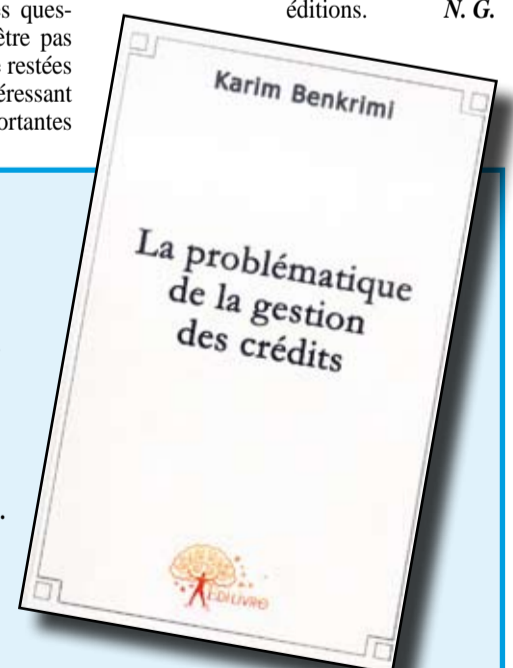
«La problématique de la gestion des crédits» de Karim Benkrimi

Le financement bancaire en question

Banquier de profession, Karim Benkrimi vient de publier en France un ouvrage économique intitulé *La problématique de la gestion des crédits* (1). Le livre comprend quatre parties. La première fait référence au crédit bancaire du point de vue conceptuel. La seconde aborde la question relative au commerce international. Suit la partie consacrée spécifiquement au contexte algérien, composée de trois chapitres, à savoir, une «rétrospective de la banque algérienne», «l'acte de crédit sous le règne de la loi sur la monnaie» et «critiques et propositions pour l'amélioration du secteur bancaire algérien». Et enfin, le volet qui a trait à une étude technico-économique d'un projet d'investissement ainsi qu'une illustration pratique. Concernant l'Algérie, l'auteur relève que le système bancaire «a subi ces dernières années, de la corruption et des malversations causant de grosses pertes au Trésor public qui

se chiffrent à plus de dix milliards de dollars. La recapitalisation des banques publiques a coûté par ailleurs à l'Etat au cours de ces quinze dernières années quelque 25 milliards de dollars.» (p. 288). Ce qui caractérise cette corruption réside dans le fait que «C'est la légitimité du travail, la nécessité de l'accumulation productive par l'effort, par opposition à l'enrichissement illicite, brutal, rapide, sans contrepartie (...) Aujourd'hui, l'enrichissement rapide n'est plus sujet à caution : plus personne ne vous demande d'où vous vient votre fortune.» (P. 289). Le grand problème, constate l'auteur, qui se pose depuis des années est «d'empêcher le politique d'intervenir dans l'économie. Face aux risques de crises systémiques, la réaction qui a consisté à réagir brutalement, par la gestion directe des banques à capitaux privés algériens, et même plus par l'interdiction

implicite du métier de banquier aux Algériens, peut conduire à la perte de contrôle du système bancaire au profit de grands acteurs étrangers. Ce problème, d'autres pays l'ont résolu par la transparence de l'acte de propriété (d'une banque) et de l'acte de client (dans la banque), et non par l'interdiction.» (p. 300). En conclusion du livre, il relève que le métier du banquier consiste à l'octroi du crédit avec comme principe «mettre l'argent au service du progrès» (p. 321). Et si le risque zéro n'existe pas, il lui appartient de «s'assurer que le bénéficiaire du crédit est solvable, et qu'il doit s'entourer de toutes les garanties susceptibles à garantir le prêt consenti et de minimiser les risques de non-remboursement» (p. 321). De son côté, le bénéficiaire «doit prouver sa volonté et son engagement à respecter les conditions de remboursement et de faire



preuve de dynamisme dans la conduite de son projet à terme.» p 321-322). **A. Idir**

(1) Karim Benkrimi. *La problématique de la gestion des crédits*. Edition Edilivre. Paris 2008. 323 p.

Flambée des prix à la pompe aux USA

Face au pétrole cher, même les Texans revendent leurs 4X4

Le coût de l'essence devrait représenter 4,2% du revenu disponible de l'Américain moyen d'ici la fin de l'été, prévoit Brian Bethum, économiste au cabinet d'analyse Global Insight. Ce pourcentage était de 3,7% au premier semestre 2008 et approche rapidement des 4,5% atteints en 1981 au plus fort de la crise pétrolière.

Tout juste six mois après avoir acheté un gros «pick-up» pour sa femme, Lupe Alvidrez est de retour chez le concessionnaire d'Odessa (Texas, sud) pour acquérir, cette fois-ci, une petite voiture.

Après un rapide coup d'oeil à sa facture de carburant, le couple a constaté qu'il économiserait environ 300 dollars par mois en n'utilisant plus le «pick-up» (camionnette à plateau). «Il arrive qu'on fasse de bons et de mauvais choix. Je suppose que celui-ci était une erreur», confie ce soudeur à l'AFP. «Nous nous sommes rendus compte que nous dépensions près de 1.000 dollars par mois pour l'essence», s'exclame-t-il. Pour se rendre à son lieu de travail, et pour ses consultations à domicile dans cette région rurale de l'ouest du Texas, sa femme, Norma parcourt plus de 160 km par jour. Le «pick-up» était un cadeau pour remplacer son monospace encombrant mais elle est beaucoup mieux maintenant dans sa petite Honda Civic, même si elle est un peu secouée sur les routes de campagne, assure M. Alvidrez.

APOLOGIE DES HONDA...

La population rurale a été particulièrement touchée par la flambée des prix à la pompe, les salaires étant souvent plus bas qu'en ville et les habitants obligés de prendre leur voiture pour faire leurs courses, aller chez le médecin ou simplement rendre visite à leurs proches. Ils n'ont pas accès en général aux transports publics et avaient jusqu'ici un faible pour les gros véhicules gourmands en carburant, symboles à leurs yeux de la culture américaine.

«Tout est plus grand au Texas», proclament publicités et T-shirts dans cet Etat où, il y a peu, une voiture sur quatre était



PHOTO : D. R.

un 4x4. Le prix de l'essence au Texas, qui assure 20% de la production américaine de brut, avait pourtant moins augmenté que dans le reste du pays. Mais, aujourd'hui, même au milieu des puits de pétrole, le gallon (3,78 litres) d'essence est désormais vendu plus de 4 dollars. Le coût de l'essence devrait représenter 4,2% du revenu disponible de l'Américain moyen d'ici la fin de l'été, prévoit Brian Bethum, économiste au cabinet d'analyse Global Insight. Ce pourcentage était de 3,7% au premier semestre 2008 et approche rapidement des 4,5% atteints en 1981 au plus fort de la crise pétrolière. Selon un rapport du Service d'information sur le prix du pétrole, les ménages dans certains comtés ruraux consacrent jusqu'à 16% de leurs revenus à l'essence. Certains compensent en

réduisant les sorties, d'autres la liste des courses en renonçant à la viande ou aux légumes. D'autres changent de travail pour réduire les trajets... et siphonner le réservoir revient à la mode. Un concessionnaire automobile à Odessa offre désormais dans ses spots télévisés de reprendre les anciens véhicules et fait l'apologie des Honda, Mazda, Kia et autres voitures compactes japonaises, que les autoproclamés «péquenauds» («red-necks») texans n'auraient jamais touché il y a quelques années. «C'est assez fou», dit Anthony Wood, directeur de Kelly Grimsley Auto Group. «Un camion

rempli de Honda vient d'arriver et je ne pense plus les voir la semaine prochaine. On n'arrive pas à les garder bien longtemps». Un client était même prêt à apprendre à utiliser une boîte de vitesses manuelle pour ne pas attendre trop longtemps avant d'échanger son 4x4, s'étonne-t-il. Randall Roberson, technicien en électroménager, assure qu'il ne peut plus aller pêcher ou faire une randonnée avec sa fille à cause du prix du carburant. «Je réfléchis à acquérir un chameau ou une bourrique !», plaisante-t-il en faisant le plein. **AFP**

Il assure la survie de plus de 110 millions de personnes

Plus de 906 millions d'euros pour sauver le fleuve Niger

Des bailleurs de fonds ont promis mardi dernier à Niamey plus de 906,5 millions d'euros pour financer un ambitieux programme censé sauver le fleuve Niger en péril, a appris l'AFP de source officielle. A l'issue d'une table ronde entre bailleurs de fonds et représentants des Etats de l'Autorité du bassin du Niger (ABN), la Banque mondiale a promis 321 millions d'euros, la France 250 millions d'euros et la Banque islamique de développement (BID) 64,2 millions d'euros. La Banque ouest africaine de développement (BOAD), l'Union européenne (UE), l'Unesco, l'Allemagne, le Canada et l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) ont aussi annoncé d'importantes contributions. Ces fonds serviront à financer un programme quinquennal (2008-2012) d'un montant de 1,4 milliard d'euros, notamment la construction de barrages sur le fleuve et la Protection des ressources et des écosystèmes. Ce programme est un des quatre plans quinquennaux adoptés fin avril par un sommet de l'ABN d'un coût global de 5,560 milliards d'euros et visant à mener des actions d'envergure dans les 20 prochaines années pour sauver le fleuve également menacé par la baisse de la pluviométrie, l'ensablement et les végétaux flottants. Troisième fleuve d'Afrique, le Niger long de 4.200 km couvre un bassin de 2,1 millions de km² et assure la survie de plus de 110 millions de personnes. Cette population du bassin doublera d'ici à 2025 du fait de la forte croissance démographique de 3% par an, d'après l'ABN. Les 9 Etats de l'ABN sont: Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Nigeria, Tchad et Niger.

Pour la première fois depuis 25 ans

L'Irlande va tomber en récession en 2008

L'économie irlandaise va plonger dans la récession cette année, pour la première fois depuis 25 ans, mais croîtra modestement en 2009 à raison de 1,9%, selon les prévisions de l'Institut de recherche économique et sociale (ESRI), consignées dans son bulletin trimestriel de conjoncture publié mardi dernier. L'ESRI, un des instituts les plus réputés du pays, prévoit une baisse de 0,4% du produit intérieur brut (PIB) irlandais en 2008, alors qu'il tablait sur une croissance de 1,8% dans ses précédentes prévisions publiées en mars. Il attend par ailleurs une baisse de 0,4% du produit national brut (PNB), mesure préférée du gouvernement pour évaluer la performance économique du pays, car il exclut les bénéfices réalisés par les très nombreuses entreprises étrangères installées dans l'île. L'ESRI tablait auparavant sur une croissance de 1,6% du PNB. Selon les experts de l'ESRI, la dernière récession en Irlande remontait à 1983 pour le PIB, et à 1986 pour le PNB. L'institut, qui n'a cessé de revoir à la baisse ses prévisions depuis l'éclatement de la crise des crédits, a justifié ce sombre pronostic par les perspectives de la consommation des ménages, qui se sont dégradées au cours du printemps. «Dans nos précédents bulletins, l'abaissement des prévisions s'expliquait par l'accélération du retournement du secteur du BTP. Cette fois, c'est la révision à la baisse de la consommation qui a contribué le plus au nouvel abaissement», a indiqué l'ESRI, qui ne table plus que sur une hausse de 1% de la consommation cette année, contre 6% en moyenne les trois années précédentes. Pour 2009, l'ESRI continue à prévoir un rebond «modeste» de l'économie irlandaise, mais ne table plus que sur une croissance de 1,9% du PIB, contre 3,1% précédemment. **(APS)**

Il est le troisième homme le plus riche du monde

Dernier jour pour Bill Gates chez Microsoft

Le fondateur de Microsoft, Bill Gates, a passé vendredi dernier, sa dernière journée dans les bureaux du géant des logiciels en tant que dirigeant et abandonnera complètement, à compter d'aujourd'hui, la destinée du groupe à son ami Steve Ballmer.

Sur le plan des fonctions, le départ de M. Gates est surtout symbolique, dans la mesure où le troisième homme le plus riche du monde n'exerçait plus de responsabilités opérationnelles au sein de Microsoft.

Après avoir cédé la direction générale à M. Ballmer en 2000, M. Gates avait déjà abandonné ses titres d'architecte en chef des logiciels et de patron de la recherche et de la stratégie en juin 2008, comme il s'y était engagé deux ans plus tôt. Le fondateur de Microsoft conservera d'ailleurs le seul mandat qui était encore sien, celui de président du conseil d'administration, même si sa présidence sera désormais non exécutive. Il reste également le premier actionnaire du groupe, avec environ 8,7% du capital. Mais l'influence de M. Gates était demeurée forte sur la stratégie du groupe et son départ, pour se consacrer à sa fondation humanitaire, est un tournant, qui intervient alors que le groupe cherche à faire évoluer son modèle.

Un modèle, essentiellement axé sur les logiciels payants, qui est de plus en plus nettement bousculé par la révolution internet. A la faveur de ce grand chamboulement s'est développé celui qui se présente aujourd'hui comme son princi-



PHOTO : D. R.

pal concurrent, le groupe Google. L'incursion de Microsoft dans les moteurs de recherche, spécialité de Google, par le biais de son portail MSN, a connu des résultats mitigés. Malgré des investissements colossaux, Microsoft reste ainsi très en retrait sur le plan des revenus tirés de la publicité en ligne, qui ont représenté, en 2007, un quart de ceux de Google. L'éditeur de logiciels a tenté, en février,

de reprendre la main en avalant le groupe internet Yahoo!, mettant sur la table 44,6 milliards de dollars. Mais Yahoo! s'est refusé à Microsoft, malgré un prix jugé attractif par les analystes, préférant continuer seul sa route. Après avoir relevé son offre, Microsoft a choisi de renoncer. Provocateur, Yahoo! a noué, dans la foulée, un vaste partenariat avec Google. Et alors que cette relation doit

permettre à Google de renforcer son hégémonie sur la publicité, le groupe internet vient désormais chasser sur les terres historiques de Microsoft, en proposant des logiciels gratuits, similaires aux applications bureautiques vendues par le groupe de M. Gates. Les logiciels libres, notamment celui du groupe informatique IBM, Lotus Symphony, contestent également la position dominante de Microsoft, alors que la dernière version de son système d'exploitation Windows, Vista, a fait l'objet de vives critiques. Sorti fin 2006, Vista ne s'est écoulé qu'à 150 millions de licences, beaucoup d'entreprises préférant garder XP, la version précédente. Non seulement les nouveautés n'ont pas convaincu par rapport à Windows XP mais Vista s'est révélé incompatible avec moult logiciels et périphériques. Autre facteur défavorable à Windows, l'insolente vigueur des ordinateurs MacIntosh d'Apple, seul fabricant de micro-ordinateurs n'utilisant pas les logiciels de Microsoft, ont vu leurs ventes grimper en flèche depuis un an et accru leur part du marché mondial à plus de 5%. Contesté par Apple, tout comme par Google, sur son cœur de métier, Microsoft a également échoué pour l'instant dans sa tentative de percée sur le marché des baladeurs musicaux, dominé par l'iPod d'Apple. Son baladeur Zune, lancé en novembre 2006, ne représentait que 4% du marché américain au premier trimestre, contre 71% pour l'iPod. Dans le domaine de l'électronique grand public, le groupe peut toutefois se satisfaire du succès de sa console de jeux XboX. AFP

Selon le directeur de la FAO

Il faut 30 milliards USD par an pour vaincre la faim

Le directeur général de la FAO, l'agence de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation, Jacques Diouf, a estimé mercredi dernier à 30 milliards de dollars (19 milliards d'euros) par an les investissements nécessaires d'ici à 2050 dans l'alimentation pour pouvoir combattre la faim dans le monde. D'une façon générale

il faudrait investir davantage dans l'agriculture, a-t-il ajouté au cours d'une conférence de presse à Innsbruck (ouest de l'Autriche) à la veille de l'ouverture d'une conférence régionale consacrée à la situation de l'agriculture des pays en transition d'Europe et d'Asie centrale. M. Diouf a rappelé qu'au sommet de la

FAO contre la faim dans le monde à Rome début juin, la communauté internationale s'était engagée à débloquer 7 milliards d'euros. «En dehors des Etats membres de l'Union européenne, les banques de développement et la Banque mondiale ont également apporté leur soutien», a ajouté M. Diouf. Selon le

responsable de l'agence onusienne, les prix des denrées alimentaires, qui connaissent depuis plusieurs semaines une forte hausse, devraient rester élevés en raison de la forte demande, de la faiblesse des réserves dans le monde et des récoltes insuffisantes dues au changement climatique.

REPÈRES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE

■ L'Afrique sera bénéficiaire de la moitié des 66 milliards d'euros d'aide au développement que la Commission européenne allouera d'ici 2010.

■ La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui vient de se réunir à Abuja (Nigeria), pour son 34^{ème} sommet ordinaire, consacré à la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires, a estimé que cette crise pourrait déclencher la mise en oeuvre d'une politique agricole commune et d'une stratégie de sécurité alimentaire dans la région.

■ La Cedeao réclame des pays membres exportateurs de pétrole d'aider les autres pays non producteurs à réduire le poids du "fardeau" de la hausse des produits pétroliers.

■ La Banque mondiale a accordé un crédit de 190 millions de dollars au Burkina Faso, au Ghana et au Mali pour les aider à améliorer leurs transports.

■ Des organisations africaines de la société civile, réunies en Egypte, réclament l'augmentation des investissements en matière d'eau et de santé publique et la création de deux administrations à

rattacher à l'administration du développement rural et agricole de l'Union africaine (UA) et au Conseil culturel et socio-économique de l'UA.

■ Des parlementaires ouest-africains ont évoqué jeudi dernier à Dakar les voies et moyens d'impliquer les représentants des populations de la sous-région dans le dialogue entre la Banque mondiale et les pays bénéficiaires de l'aide au développement.

■ Les réserves de changes du Nigeria ont augmenté à 60,8 milliards de dollars à la mi-juin, contre 59,16 milliards à la fin du

mois de mai, grâce à l'envolée des prix du pétrole sur le marché mondial.

■ Une banque indienne accorde à la Côte d'Ivoire un prêt de 25,5 millions de dollars pour la construction d'un parc informatique et d'unités agro-industrielles.

■ La BM accorde au Sénégal un crédit de 80 millions de dollars pour appuyer dans son programme de mise en valeur du secteur énergétique.

■ La Banque africaine de développement a accordé un prêt

de 85 millions de dollars au Nigeria pour le financement d'un projet routier, dont le coût global est de 382 millions de dollars.

■ Le Président américain, George W. Bush, a reconduit pour un an l'autorisation pour plusieurs pays africains de bénéficier de Fonds de soutien économique.

■ La Commission européenne a accordé une aide de 6 millions d'Euros à l'Ethiopie en guise de soutien au programme complémentaire du PAM (Programme alimentaire mondial) dans le pays. (APS)

Recherche scientifique et politique de développement

Quelle orientation pour la gouvernance ?



PHOTO : D. R.

Il est aujourd'hui largement reconnu que la constitution d'un potentiel scientifique et technologique est un élément déterminant des politiques de développement. Pour optimiser les fruits de ce potentiel, il faudrait lui trouver un relais, des débouchés et des possibilités de coopération avec l'aval industriel. L'observation, dans les grands pays de l'OCDE et dans les pays dits émergents d'Asie, montre que la politique scientifique et technologique présente de multiples complémentarités avec la politique industrielle.

Par
**Mohand Tahar
Belaroussi (*)**

L'existence de complémentarités comparables, pérenne et plus étroite dans notre pays est, à l'évidence un objectif souhaitable. Cependant, le problème majeur auquel l'Algérie fait face depuis notre indépendance en termes de recherche, de développement et d'innovation est l'absence d'articulation entre le politique, le scientifique et l'économique qui ont tendance, chacun, à agir suivant une logique propre. Par conséquent, l'Algérie ne peut résoudre ses problèmes de développement auxquels elle fait face si elle ne dispose pas d'un système de recherche intégrant la recherche scientifique et technologique, le développement expérimental et les services scientifiques et technologiques, qui soient dûment articulés, en amont, avec le système éducatif et, en aval, avec le système de production de biens et de services. Il est évident aussi que la recherche qui viserait à articuler le fonctionnement du système de recherche avec la pénurie de personnels de planification, d'organisation et de gestion des activités scientifiques et technologiques ne saurait assurer un développement durable et har-

monieux des trois secteurs à savoir : Secteur Etat dont la finalité est la recherche liée à la mise en œuvre des politiques gouvernementales, le secteur Université dont la finalité est la recherche liée à l'enseignement et à l'avancement général des connaissances et enfin le secteur privé dont la finalité est la recherche liée au processus de changement technologique. Le développement de chacun des secteurs nécessite de coordonner l'action des différents agents et de faire en sorte qu'ils coopèrent à la réalisation des objectifs sociaux et économiques définis par l'État. Car la voie vers le développement économique et social et une participation équitable à l'économie mondiale passe non seulement par le relèvement de la science et de la technologie, mais l'essentiel avant tout, c'est surtout l'attention à accorder au processus de gestion de la science et de la technologie et les liens à établir entre science et technologie et les objectifs sociaux et économiques. Et c'est sur cette toile de fond que s'inscrit la présente contribution. Décidément, tous les gouvernements en Algérie adoptent depuis notre indépendance la politique du colmatage énarque pour trouver des solutions à des problèmes majeurs ! A titre d'illustration, c'est le cas de la Loi n°08-05 du 23 février 2008 modifiant et complétant la loi n° 98-11 du 22 août 1998 portant loi d'orientation et de programme à projection quinquennale sur la recherche scientifique et le développement technologique. Tous ces efforts ne constituent cependant que des mesures d'urgence, appoints sans doute précieux au niveau sectoriel aux yeux de ses concepteurs, mais seulement une variante, à peine mise à jour, de la précédente Loi qui précipitera le système de la recherche dans un état de stagnation et de régression du fait d'absence d'idées claires en termes d'objectifs indispensables pour des réalisa-

tions concrètes. Et refuser d'accepter d'être en tort et de reconnaître ses erreurs et errements, ce serait priver sa population de toute perspective réelle.

DÉPHASAGE

La loi dit clairement, que trente objectifs politiques devraient être atteints dans les cinq ans à venir. A trop vouloir entreprendre, on risque de sombrer dans l'excès utopique et de perdre toute crédibilité dans la communauté scientifique. Y a-t-il réellement des interactions des uns avec les autres ? Y a-t-il vraiment une cohérence entre la stratégie, c'est-à-dire la mise en œuvre des moyens, et les objectifs qui sont fixés ? Celle-ci, comme nous l'avons souligné ailleurs, est plus que jamais déphasée par rapport à la réalité en poursuivant un but illusoire, de faire de la recherche une action isolée, et de surcroît, avec un personnel manquant de l'expérience d'ordre managérial. Cette question est primordiale pour le secteur de la recherche. Or cette incohérence donne l'impression de ne gêner personne !

En effet, comme dit précédemment, il semble quand même très paradoxal de parler encore une fois de l'orientation de quelque chose qui n'existe pas. Si la recherche n'a pas évolué beaucoup en Algérie, c'est essentiellement parce que nos politiques se préoccupent davantage des aspects juridiques du secteur et cette loi est étroitement calquée sur des textes de la Loi française (Loi de programme n°2006-456 du 18 avril 2006 pour la recherche).

En plus, il y a lieu d'évoquer cette attitude de nos politiques, dont l'élément crucial est toujours le pourcentage du PNB qu'il faut s'efforcer de consacrer à la recherche pour imiter les pays avancés. Ce sont des attitudes d'esprit qu'il faut changer pour que l'effort autonome de la recherche puisse conduire à des résultats décisifs, ceci n'est possible que si l'ensemble de la

démarche du processus d'innovation - c'est-à-dire le cycle de recherche, développement et production - est vécu concrètement de bout en bout, au moins dans quelques domaines choisis pour l'impact qu'ils peuvent avoir sur la mutation à accomplir dans les structures économiques et sociales à travers l'émergence de technologies originales et adaptées. Cependant, n'avons-nous pas souligné déjà, la nécessité d'un changement d'orientation stratégique en science et technologie par l'édification d'un potentiel national à la pointe des connaissances dans certains segments des secteurs des technologies universelles ? Disposons-nous d'un inventaire exhaustif et fiable de notre potentiel scientifique et technologique, c'est-à-dire de l'ensemble des ressources disponibles aux fins d'étude de tous les problèmes que pose l'application de la Science et la Technologie? Existents-ils des personnels de planification, d'organisation et de gestion des activités scientifiques et technologiques et leur intégration dans le plan national de développement ?

Autrement dit, les spécialistes capables de décrire et d'évaluer le potentiel scientifique et technologique dans son évolution ultérieure, d'anticiper le changement des techniques de production et de tous les éléments non matériels (connaissances fondamentales, méthodes et procédés) qui sont associés au progrès technologique, d'adapter et d'optimiser les ressources au regard des objectifs à atteindre. La disponibilité de ces informations est indispensable pour apprécier les forces et les faiblesses du système de recherche, déceler les inadaptations et les déséquilibres, évaluer la cohérence interne et externe des activités de recherche, et apprécier les activités de recherche des universités, des établissements de recherche et des services scientifiques et techniques.

Recherche scientifique et politique de développement

Quelle orientation pour la gouvernance ?

Ce n'est que lorsque nous disposons de ces informations que les responsables peuvent résoudre les problèmes d'organisation, orienter efficacement l'effort de recherche, définir les mesures propres à favoriser le développement de la science et de la technologie dans notre pays, en un mot, formuler une politique en fonction de nos choix stratégiques. En un langage très concret, lorsqu'une action politique est conçue suivant le principe de facilité et avec une pensée déficiente, l'action est aveugle, incohérente et stérile.

UN BESOIN DE COHÉRENCE

Dans un pays comme le notre, au-delà des problèmes de mal gouvernance et de gaspillage de ressources, outre la consolidation des aspects d'ordre managérial et structurel, la recherche a plus besoin d'une cohérence scientifique au niveau national, y compris dans une perspective internationale. Cette cohérence ne peut être assurée que si l'orientation de la recherche nationale correspondrait à celle de la recherche au niveau mondial. Une vision stratégique étayée par une prospective fine de l'évolution des connaissances au niveau mondial devrait lui permettre d'investir là où des possibilités existent pour développer des capacités d'innovation à la mesure de notre potentiel, et qui aidera notre pays à accumuler une capacité technologique propre à le mettre en mesure, à terme, de couvrir ses besoins. Nous contribuerons ainsi à la résolution des problèmes les plus urgents qu'affronte notre société principalement ceux liés à l'éducation, à la formation et à l'enseignement supérieur. Un redéploiement des thématiques des laboratoires de recherche universitaires devrait se faire afin d'orienter l'ensemble du potentiel en amont de l'innovation, sur quelques créneaux des technologies universelles porteurs d'avenir. Et pour une meilleure visibilité et une lisibilité de l'action, nous plaiderons inlassablement pour des laboratoires qui puissent inscrire leurs travaux dans une perspective à court et moyen termes où la recherche fondamentale se rapproche du marché et une perspective à plus long terme, dont l'objectif principal est le développement des connaissances dans un cadre de coopération internationale, a priori sans souci de leurs retombées.

Dans cette perspective, il est donc de la première importance que les décideurs s'imposent le devoir de constituer des capacités dans le domaine du management des activités scientifiques et technologiques dont l'objectif n'est autre que l'intégration des apports de la science et de la technologie dans les plans et les activités concrètes de développement économique, social et culturel du pays. Ceci grâce à l'élévation généralisée du savoir et des capacités opérationnelles (savoir-faire) des cadres supérieurs et spécialistes du service public, des entreprises de production, des banques d'investissement, de l'enseignement supérieur et des établissements de recherche oeuvrant dans ce domaine.

UN PROGRAMME PLURIANNUEL

En définitive, il s'agirait d'aider l'Algérie à établir ou à renforcer sa capacité d'élaboration des projets de développement fondés sur la science et la technologie, par le biais d'une formation accélérée dans les domaines du « Management

scientifique et technologique » afin de soutenir sur une base pérenne, la gestion effective et efficace de son épanouissement économique, social et culturel. Les programmes de formation à élaborer devront s'harmoniser (ou dans les cas les plus favorables se fondre) avec les initiatives déjà existantes ; ils devront faciliter à terme la préparation d'un programme scientifique et technologiques pluriannuels national qui s'insèrera dans le budget annuel de l'Etat (Loi de finance). Certains pays dits émergents d'Asie (Chine, Corée du sud, Inde, Malaisie, ...) ont fait des percées dans ce domaine du Management. Et c'est la prise de conscience de cet aspect fondamental qui a dicté aux responsables des organismes directeurs de la politique scientifique et technologique et de ceux chargés de la Planification Economique en Asie et dans le pacifique de créer le réseau d'institutions pour la formation et la recherche dans le domaine de la gestion de la science et de la technologie STEPAN (Science and Technology Policy Asian Network) en 1988, qui faisait suite aux recommandations de la deuxième Conférence CASTASIA II (Manille, 1982). Leur expérience, qui est celle d'une région également en développement, pourrait se révéler fort instructive pour l'Algérie. Certains de ces pays, notamment la Corée du sud, pourraient apporter au pays leur contribution utile dans ce domaine. C'est ce besoin qui avait été d'ailleurs clairement mis en relief lors de la première conférence des Ministres des Etats membres Africains chargés de l'Application de la science et de la technologie (CASTAFRICA I), conférence organisée en 1974 par l'UNESCO en collaboration avec la CEA et l'OUA. Ce besoin a fait également l'objet de prises de positions officielles au niveau international en termes de résolutions et de recommandations. A titre d'illustration, la 20ème session de la Conférence Générale de l'UNESCO en 1979 (résolution 2/4.2/1), le Programme d'Action de Vienne en 1979, le Plan d'Action de Lagos en 1980 (chapitre V), la 22ème session Conférence Générale de l'UNESCO en 1983 (résolution 9.1/2/b), la conférence CASTAFRICA II tenue à Arusha en Tanzanie en 1987 et la 24ème session de la Conférence Générale de l'UNESCO en 1989 tenue à Nairobi (résolutions 9.2 et 9.3). L'accent a été mis sur le renforcement des capacités scientifiques et technologiques des pays en développement particulièrement des pays africains, la formation du personnel qualifié en matière d'élaboration et de planification des politiques scientifiques et technologiques et la promotion de l'enseignement et de la recherche dans le domaine des politiques de développement scientifique et technologique. Cependant, les efforts déployés constatés tant au niveau national que régional pour promouvoir la politique et la gestion de la science et de la technologie ont été considérablement entravés et relativement marginalisés.

CONCLUSION

De tout cela et en guise de conclusion, la véritable question qui mérite d'être posée aujourd'hui connaissant ces problèmes pour sauver l'avenir, c'est comment construire alors une stratégie globale insérée dans un environnement interna-



PHOTO : D. R.

tionnel où le potentiel national humain et technologique n'est pas au rendez-vous ? Dans cette perspective et à la lumière de ce qui précède, il paraît essentiel et primordial dans la recherche de toute solution liée à une définition d'une stratégie de développement global, harmonisé et durable de constituer des capacités dans le domaine du management des activités scientifiques et technologiques. De plus, un pays qui désire assurer et inscrire dans la durée son développement se doit de consentir des efforts pour construire une base solide de recherche-développement s'appuyant en amont, sur un système d'éducation qui soit en adéquation aux réalités de la révolution scientifique et technologique contemporaine. Face aux attentes culturelles, sociales et économiques, il est nécessaire de mettre fin à l'incohérence de notre système de recherche, à la dispersion et au gaspillage des ressources qui seraient de nature à détruire plutôt qu'à construire et qui relève des constatations évidentes.

Pour ce faire, il est possible de résumer une série de pistes d'actions pratiques :
- Développer les compétences managériales dans le domaine de la science et de la technologie pour l'élaboration de politiques, la collecte, l'analyse et l'exploitation des données statistiques, la planification, la programmation des activités scientifiques et technologiques ainsi que du processus de leur intégration dans le

plan de développement et autres méthodes de management.

- Favoriser et encourager le transfert vers notre pays d'activités d'innovation à forte valeur ajoutée des compétences nationales expatriées ciblant des objectifs économiques en fonction de la demande des marchés internationaux au sein des pôles de compétitivité, de manière à induire la création d'un potentiel d'innovation technologique local.

- Commencer à créer un potentiel national dans quelques créneaux porteurs des technologies universelles et favoriser la politique de réseau, de manière à articuler développement économique et potentiel scientifique et technologique et à jeter les bases des futurs points forts de la seconde phase d'industrialisation du pays.

Nous espérons que cette vision puisse retenir l'attention et la réflexion de tous les milieux intéressés à la recherche dans ce pays, y compris les acteurs, les chercheurs eux-mêmes. Qu'elle soit le germe d'une cohérence autour d'un plan stratégique de réorganisation d'ensemble de la recherche-développement et devenir un modèle comme moteur du développement et de la croissance, et qu'après le temps de l'indifférence vienne le temps de la responsabilité et de l'espérance.

Dr M.T. B

(*) Maître de recherche- Centre de développement des technologies avancées (CDTA)

STATISTIQUES

- Les Emiratis ont inscrit auprès de l'ANDI des projets d'investissements d'un montant de 1,1 milliard de dollars entre 2002 et 2007
- Montant des investissements du privé algérien et étranger : 40 à 45 milliards de dollars USD
- L'Algérie a conclu avec les Emirats un accord de conversion en investissements en Algérie de sa dette de 333 millions de dollars.
- Les échanges commerciaux entre l'Algérie et les Emirats ont atteint 444 millions de dollars en 2007.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

50 MILLIARDS DE DOLLARS

INVESTISSEMENTS ÉMIRATIS EN ALGÉRIE

Le montant des investissements émiratis en Algérie entre 2006 et 2010 dépassera 50 milliards de dollars. C'est le ministre émirati de l'Economie, Soltan El-Mansouri, qui en a fait l'annonce la semaine dernière en marge de la 6e session de la commission mixte algéro-émiratite. Ces projets d'investissement concernent notamment les secteurs de l'industrie, les services, l'agriculture et l'énergie.

PRODUITS DE BASE

■ CACAO

Les cours du cacao ont continué sur leur lancée cette semaine, atteignant de nouveaux plus haut. A New York, les prix pour livraison en septembre ont grimpé vendredi jusqu'à 3.190 dollars la tonne, une performance inédite depuis mars 1980. Sur le Liffe, la tonne de cacao pour livraison en septembre valait 1.695 livres sterling vendredi vers 12h GMT, contre 1.648 livres la semaine précédente. Sur le NYBoT, le contrat pour livraison en septembre valait 3.182 dollars la tonne contre 3.086 dollars vendredi précédent.

■ CAFÉ

Les prix du café ont bien progressé cette semaine, soutenus par des craintes sur l'offre. Les prix avaient atteint 2.815 dollars la tonne le 6 mars à Londres et 171,90 cents la livre le 29 février, à New York, des plus hauts depuis plus de dix ans. Sur le Liffe, le robuste pour livraison en septembre valait 2.420 dollars vers 12h GMT contre 2.268 dollars la tonne une semaine plus tôt vers 11h GMT. Sur le NYBoT américain, l'arabica pour livraison en septembre valait 152,20 cents contre 140,45 cents la livre vendredi précédent.

■ SUCRE

Les cours du sucre ont évolué en ordre dispersé mais dans une fourchette de prix globalement serrée. Contrairement aux autres matières premières, à l'heure actuelle les prix du sucre restent bas, ont estimé dans leur rapport mensuel publié jeudi dernier les analystes de la maison de courtage Czarnikow. Sur le Liffe de Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en octobre valait 377,80 livres vendredi vers 12h GMT contre 378,10 livres sept jours plus tôt vers 11h GMT. Sur le NYBoT américain, la livre de sucre brut pour livraison en octobre valait 13,10 cents la livre, contre 12,81 cents vendredi précédent.

■ CÉRÉALES & SOJA

Les prix des céréales et des graines de soja ont continué leur ascension vers de nouveaux records cette semaine sur le marché à terme de Chicago, les investisseurs s'inquiétant des nouvelles précipitations qui affectent les cultures dans le Midwest américain. Vendredi vers 15h30 GMT, le contrat de maïs pour livraison en juillet s'échangeait à 7,53 dollars le boisseau, contre 7,2125 dollars en clôture vendredi d'avant. Le contrat de soja à échéance identique valait 15,80 dollars, contre 15,3250

dollars vendredi précédent. Le blé a suivi la tendance. Le contrat de blé pour livraison en juillet était à 9,19 dollars, contre 8,6650 dollars le boisseau sept jours auparavant.

■ COTON

Les prix du coton ont poursuivi leur progression cette semaine à New York, dans le sillage du maïs, dont les cours sont soutenus par les inondations dans le Midwest américain. A New York, le contrat de coton pour livraison en octobre s'échangeait vendredi vers 16h50 GMT à 78,32 cents la livre, contre 76,29 cents la livre vendredi précédent en clôture. L'indice Cotlook.

A, moyenne quotidienne des cinq prix du coton les plus faibles sur le marché physique dans les ports d'Orient, valait 81,60 dollars, contre 80,35 dollars vendredi dernier.

■ MÉTAUX

Les prix des métaux de base ont peu évolué cette semaine sur le London Metal Exchange (LME), se consolidant après quinze jours de forte hausse, avec le soutien d'un billet vert toujours mal en point. Sur le LME, une tonne de cuivre pour livraison dans trois mois coûtait 8.493 dollars la tonne vendredi à 14h GMT contre 8.330 dollars vendredi précédent à

12h30. L'aluminium valait 3.086 dollars la tonne contre 3.073 dollars. Le plomb valait 1.819 dollars la tonne contre 1.811 dollars. L'étain valait 23.300 dollars la tonne contre 22.400 dollars. Le zinc valait 1.946 dollars la tonne contre 1.934 dollars. Le nickel valait 21.860 dollars la tonne contre 22.200 dollars.

■ OR

L'once d'or a de nouveau scintillé sur le London Bullion Market, grimpant à 927,50 dollars vendredi, un plus haut depuis un mois, à la faveur de prix record du pétrole et d'un dollar déprimé. «L'or a continué à se diriger à court terme en fonction des mouvements du dollar et des prix du pétrole», ont résumé les analystes de la banque Barclays Capital. Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 919,50 dollars vendredi au fixing du soir, contre 907,50 dollars vendredi précédent.

■ ARGENT

L'argent a évolué dans une étroite fourchette de prix et clôturé en très légère baisse par rapport à la semaine dernière. L'once d'argent valait 17,40 dollars vendredi au fixing du soir, contre 17,74 dollars vendredi précédent.

ANALYSE

Ahmed Ouyahia ? Parlons plutôt de Chakib Khelil

Par El Kadi Ihsane

Il existe une illustration simple pour sceller le sort de la gouvernance économique algérienne. Ahmed Ouyahia revient à la tête d'un gouvernement qui construit l'autoroute la plus chère du continent, un axe magrébin de 11 milliards de dollars qui se crashe contre le mur d'une frontière fermée et sur lequel la vitesse maximale autorisée est de ... 80 km-h, la plus basse de la planète. Opération escargot, voie sans issue. C'est l'Algérie des années Bouteflika. Ahmed Ouyahia veut changer de rythme. Il a compris d'où venait la lenteur. Mauvaise application du programme présidentiel. Pas de cohésion dans l'exécution. Lumineux. Il pourrait déjà - pour faire mentir le cliché - rouvrir la frontière terrestre qui stoppe l'autoroute et aligner la vitesse limitée sur le standard européen - puisque l'autoroute elle-même est à ce standard nous dit Amar Ghoul. Mais la première décision n'est pas entre ses mains ; et la seconde est trop en dessous de son seuil de préoccupations stratégiques. Il les a annoncées d'ailleurs : réduire l'économie du conteneur pour promouvoir celle du « made in » local. Louable. A la précision près que c'était déjà sa promesse en automne 2003, lorsqu'il remplaçait Ali Benflis à la tête du gouvernement. Tous les opérateurs économiques nationaux, tous les

partenaires économiques de l'Algérie savent que Ahmed Ouyahia, qui ne peut changer aucun ministre de son gouvernement, va s'accommoder de la voie sans issue et des 80 km/h. C'est sans doute pour cela que les médias internationaux ont beaucoup plus évoqué le nom d'un autre ministre de la République cette semaine : Chakib Khelil. Avec le ministre de l'Energie et des Mines nous sommes tout de suite dans « le très sérieux » à l'égard du reste du monde. Sa prédiction, la semaine dernière à Djeddah, en tant que président de l'OPEP, d'un prix du baril à plus de 150 dollars cet été (il a même cité 170 dollars), a accéléré le cours dépressif des places boursières face à l'inflation par l'énergie qui enfle. Sa position sur le niveau de l'offre de l'OPEP, qu'il considère comme suffisante, en dépit de l'avis contraire des Américains, contribue à la formation des prix. Son discours sur les nouveaux investissements à réaliser - quand et comment ? - pour découvrir et produire de nouvelles quantités d'hydrocarbures est scruté de partout. Khelil incarne pour le reste du monde la politique économique algérienne et une partie, même petite, de l'enjeu énergétique mondial.

Cela lui donne une influence hors zone dans son gouvernement. Il vient encore de le démontrer en annonçant que l'Algérie va créer dans les 4 ans qui viennent son fonds souverain, un sujet hautement politique sur lequel il fallait bien sûr ne rien attendre de la « porte d'Ijtihad » de Abdelaziz Belkhadem. Khelil pèse quelques lignes de plus que Ouyahia dans le who's who économique, le seul qui compte dans un pays tenu par ailleurs par les brigades anti-émeutes. Il a pourtant le dos cloué de fléchettes, traîne des scandales retentissants comme l'affaire BRC, des humiliations à se retirer en ermitage, comme l'amendement de sa loi sur les hydrocarbures sur son point le plus important, la part des compagnies étrangères dans les gisements. Mais il est toujours là, fort de la protection sans limites de Abdelaziz Bouteflika, mais aussi il faut l'admettre, d'une science du contre-pied qui fait de lui aujourd'hui le défenseur actif du patriotisme énergétique, depuis que le vent a définitivement tourné dans cette direction. Si cela ne tenait qu'à la volonté présidentielle, Chekib Khelil serait chef du gouvernement depuis longtemps. Il devra se contenter d'être l'homme fort d'une gouvernance économique qui ne dépassera pas les 80 km-h.